

LE DEVOIR

Vol. LXXXIV - No 210

MONTRÉAL, LES SAMEDI 11 ET DIMANCHE 12 SEPTEMBRE 1993

4 CAHIERS - 1.30\$ + TPS + TVQ

LE MONDE

Le Congrès critique la présence US en Somalie

PAGE A-7



LES ACTUALITÉS

Abus sexuels: Tel-Aide reçoit plus de 300 appels

PAGE A-2



LES ARTS

Charlie Parker... en direct de Montréal

PAGE C-1

L'ÉCONOMIE

Royal grossit-il trop vite?

PAGE B-1



PERSPECTIVES

L'autre mur de Berlin

François Brousseau

Le deuxième mur de Berlin est tombé cette semaine à Jérusalem. Les limites de l'impossible ont encore reculé avec la reconnaissance mutuelle, jeudi, de l'OLP et de l'État d'Israël, un événement qui aurait relevé de la science-fiction politique la plus folle il n'y a pas un an. Mais pas davantage au Moyen-Orient qu'en Europe centrale, le fait de défoncer les tabous symboliques et d'enterrer avec fracas l'ordre ancien n'est garant de lendemains qui chantent ou d'un nouvel ordre stable.

L'historique échange de lettres entre Yitzhak Rabin, l'ancien militaire dur de dur, le faucon qui avait juré de «briser les os» de la «racaille OLPienne», et Yasser Arafat, l'ancien terroriste qui, entre autres faits d'armes, ordonna le massacre des athlètes israéliens de Munich en 1972, frappe dans les imaginations que les inoubliables images de novembre 1989 en Allemagne.

«L'OLP reconnaît Israël et son droit à vivre en paix et en sécurité», écrit le vieux Palestinien au Keffieh. «Le gouvernement israélien reconnaît l'OLP comme le représentant du peuple palestinien», répond le non moins vieux chef d'État israélien. On se frotte les yeux, on lit attentivement le texte et, malgré tous les bêlements et les inévitables déceptions ultérieures, on goûte l'émotion pure d'un de ces rares moments où l'Histoire bifurque.

Mais il ne s'agit nullement d'un accord symétrique à l'élaboration duquel deux partenaires égaux auraient apporté une mesure équivalente. Que non: en banque-route financière, lâchée par les riches pays du Golfe, doublée sur le terrain par les islamistes radicaux, dans une position de faiblesse proche de l'effondrement, l'Organisation de libération de la Palestine s'est rendue à presque toutes les conditions de son adversaire. L'OLP a accepté, pour tout butin immédiat, le *self-government* (expression floue, encore peu explicitée, que rend mal la traduction journalistique «autonomie») sur un gros hameau au nom biblique (Jéricho) et une bande de terre plus petite que l'île de Montréal (Gaza), où s'entassent dans des conditions misérables près d'un million de Palestiniens.

Il a néanmoins fallu d'immenses efforts aux dirigeants israéliens pour franchir ce Rubicon. Tendre la main aux Palestiniens, pour la mère ou le fils d'un des suppliciés de Munich, n'est pas plus facile que le geste réciproque de la mère qui a perdu ses enfants à Ramallah sous les balles de l'occupant israélien.

Y aurait-il dans cet accord l'ébauche d'une véritable alliance au sommet entre les élites éclairées d'Israël et la direction modérée de l'OLP, pour incarner un nouveau leadership politique dans toute la région, au grand dam de la Syrie, du Liban et de l'Égypte? Interrogé par LE DEVOIR il y a quatre mois, le ministre des Affaires étrangères d'Israël, Shimon Peres, grand promoteur du spectaculaire marché que viennent de conclure l'OLP et l'État juif, avait parlé d'un futur «ménage à trois» dans la région, qui prendrait la forme d'une confédération israélo-jordano-palestinienne.

On peut certes rêver pour l'an 2010. Mais, fait capital, les leaders palestiniens et israéliens semblent avoir désormais un adversaire commun et immédiat dans l'activisme fondamentaliste. Ironie du sort: avec leurs bombes et leur prosélytisme, le Hamas et le Hezbollah n'ont pas été pour rien dans l'incroyable rapprochement auquel on vient d'assister.

Remarquable est la faiblesse, jusqu'à maintenant, de l'opposition organisée à cet accord. Mardi soir, la droite israélienne n'a pas réuni le quart des 200 000 personnes qui s'étaient annoncées dans les rues pour marquer son profond désaccord. Quant au «front du refus» palestinien, il accuse le coup et se rend compte de l'apparente popularité de l'accord sur le terrain, malgré son caractère tout à fait minimaliste.

Remarquable également est l'effacement des grandes puissances internationales et des «grands machins» dans l'élaboration de cette intermédiaire, tandis que l'ONU, dont on a vu la brillante efficacité dans les Balkans, restait totalement hors du jeu. Quant aux États-Unis, ils vont jouer lundi les mouches du coche médiatique en accueillant à grands renforts de publicité la séance-photos de signatures.

«L'an prochain à Jérusalem»? Probablement pas, camarades. Mais un tiens vaut mieux que deux, tu l'auras... Au-delà de toutes les considérations stratégiques, une réflexion fondamentale donne espoir sur la viabilité de cet accord, des deux côtés du Rubicon: «Assez, assez, assez. La guerre, ça suffit!»

■ Nos informations en page A-6

INDEX

Les Actualités...A2	Idees.....A9
Agenda culturel...C10	Livres.....D1
Annunces classées...B8	Le Monde.....A6
Les Arts.....C1	Montréal.....A3
Avis publics.....B4	Mots croisés.....B8
Économie.....B1	Politique.....A4
Éditorial.....A8	Les Sports.....B10



Météo
Ciel variable
Max: 14
Détails en B9

Deux solitudes



PHOTO AP

UN SOLDAT israélien et une Arabe partagent un banc, au Proche-Orient. Alors que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et l'État d'Israël déposent les armes et se reconnaissent mutuellement, les promesses de paix dans cette région surchauffée du globe suscitent toute une gamme de réactions à Montréal même, dans les communautés juives et arabes: joie sincère ou refus radical chez les uns, attitude de pure attentisme pour la grande majorité.

Une promesse de paix? Juifs et Arabes de Montréal s'interrogent

MARTINE TURENNE
LE DEVOIR

Les promesses de paix qui se dessinent au Moyen-Orient suscitent diverses réactions dans les communautés juives et arabes de Montréal.

Elles sont un microcosme de celles que l'on retrouve en Israël et dans les pays arabes: joie sincère chez une minorité, refus radical à l'autre extrême, et attitude de pure attentisme chez la grande majorité.

Hier, dans les rues de Montréal, les questions fusaient dans les deux camps: «Peut-on faire confiance à Yasser Arafat? Gaza va-t-il se transformer en champ de bataille? Israël veut-il vraiment la paix?»

Quelques radicaux ont crié leur colère face au sionisme mondial triomphant, prédisant la fin du monde ou à peu près, un Juif montréalais a déploré qu'Israël ait tout cédé et même son âme, un Libanais s'est dit ravi de cet accord, convaincu que le Liban céderait sa place comme champ de bataille privilégié au profit de Gaza, nouveau centre de la tourmente, qualifié de méga-bantousthan par les uns et d'immense bordel par d'autres. Et enfin un Irakien s'est dit convaincu que la paix signifie d'abord et avant tout la fin imminente de Saddam Hussein.

Derrière son comptoir rempli d'épices du Marché Almanar, Farouk Saïd se croise en effet les doigts. «La paix est bonne car elle viendra à bout de Saddam Hussein, dit-il. Elle va servir la démocratie.» L'Irakien fait partie du groupe des optimistes. «La technologie d'Israël va aider les pays arabes à sortir de leur marasme.»

Dans un café juste en face, au Faubourg Sainte-Catherine, Chihab, un Tunisien, tient un discours diamétralement opposé. «C'est entente prouvée que les Arabes sont faibles, qu'ils n'arrivent pas à s'unir. C'est la confirmation de l'existence de la puissance sioniste à l'échelle mondiale. Il faut les chasser de la Terre Sainte», ajoute-t-il, convaincu que le «petit bout de terre» rendu aux Palestiniens ne les satisfera jamais.

Mais la majorité des Juifs et des Arabes, interrogés dans les cafés et les bureaux officiels, se sont dits heureux et satisfaits de l'entente, de cet espoir plus réel que jamais depuis 50 ans d'instaurer une véritable paix. «Je suis pour tout ce qui peut amener la paix, dit Ali Maili, opérateur chez Canadair d'origine tunisienne, qui se trouvait hier à la Mosquée Al-Humma, rue Clark. Chaque partie doit faire

VOIR PAGE A-10: PAIX

Povungnituk sous le choc

108 enfants agressés sexuellement dans un village de 1100 habitants

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Cent huit enfants agressés sexuellement ou témoins d'agressions, plus de 70 familles touchées, cinq agresseurs identifiés: le village de Povungnituk dans le Nunavik (le Grand Nord québécois) tente péniblement de se remettre de cette tragédie, alors qu'une petite équipe de travailleurs communautaires a entrepris cet été de venir en aide à la communauté blessée.

Et ces jours-ci, à Montréal, on termine la fabrication d'une affiche qui sera diffusée dans tout le Nunavik, une affiche qui appelle toutes les communautés à refuser les agressions, une affiche conçue à partir des photos des jeunes enfants eux-mêmes du village... Harry Tulugak, un leader inuit qui se présente comme «un citoyen concerné qui veut bâtir une société meilleure», coordonne l'équipe qui doit convaincre les enfants que «cela ne surviendra plus, que cela va cesser. Tous les enfants doivent se confier sans crainte, parce qu'ils savent maintenant que nous ne tolérerons plus ça, plus jamais», confie-t-il d'une voix vibrante en entrevue au DEVOIR.

C'est au printemps dernier que la Sureté du Québec portait des accusations contre deux hommes accusés

d'avoir agressé sexuellement quelque 90 enfants du village de Povungnituk, qui compte 1100 habitants.

Les deux hommes avaient alors été déplacés de la communauté inuit et envoyés en détention en Abitibi pour leur propre protection. Depuis cette date, révèle M. Tulugak, le nombre d'agresseurs est passé à cinq, dont un couple avec une femme. Des agresseurs isolés entre eux, semble-t-il. Les victimes identifiées s'élèvent maintenant à 108, soutient-il. Tous les enfants n'ont pas été abusés physiquement, plusieurs ont plutôt assisté aux agressions, mais «ils sont évidemment tous traumatisés» ajoute-t-il.

La Sureté du Québec ne pouvait fournir hier de détail sur les mises en accusation et le résultat des enquêtes, les enquêteurs étant temporairement en réorganisation en Abitibi.

La communauté inuit a obtenu en juin du ministre Marc-Yvan Côté l'aide demandée pour engager une petite équipe de soutien, formée d'un consultant, André Lebon, d'un coordonnateur local, Harry Tulugak, et de deux travailleuses communautaires inuit, Lucy Nappartuk et Elizapie Uitagmak.

Cette équipe est placée sous la responsabilité du dé-

VOIR PAGE A-10: CHOC

Jobs, jobs, jobs

Dans un contexte économique identique, Campbell et Chrétien prescrivent des remèdes diamétralement opposés

CHANTAL HÉBERT
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Kim Campbell a tenu tête, hier, à Toronto, à des travailleurs de la construction en colère. Elle leur a dit qu'un gouvernement qu'elle mènerait n'aura pas les moyens de dépenser pour les remettre à l'ouvrage.

Dans la même ville, Jean Chrétien a ressuscité la vieille promesse libérale de mettre en place un programme de plusieurs milliards de dollars pour faire travailler les gens à la réfection des routes et des aqueducs du pays. Il pourrait trouver les fonds pour le faire, précise-t-il, à même les sommes que les libéraux épargneront en annulant, entre autres, la coûteuse commande d'hélicoptères des conservateurs.

La campagne électorale 1993 n'a que quatre jours, mais la ligne de démarcation entre les deux seuls partis qui ont la moindre chance de former un gouvernement au terme du vote est ainsi déjà clairement tracée.

D'ici le 25 octobre, Jean Chrétien entend montrer aux électeurs comment il s'y prendra pour que le verre cana-

VOIR PAGE A-10: REMÈDES

- L'éditorial de Lise BissonnetteA-8
- Bouchard ne fait qu'une bouchée du budget militaireA-4
- Santé: Chrétien veut des précisionsA-5
- Le NPD fait campagne contre l'ALENAA-5

New York n'aura plus besoin d'Hydro-Québec dans deux ans

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

L'État de New York disposera d'une surcapacité de production électrique de 41% dans deux ans et la compagnie Consolidated Edison, dont le contrat de 800 MW avec Hydro-Québec alimente directement la métropole américaine, se retrouvera, à la même date, aux prises avec un surplus identique.

C'est ce que révèle le bilan énergétique global du New York Power Pool (NEPOOL) du 1er juillet dernier, qui est disponible depuis quelque temps après avoir été adressé au début de l'été aux membres de cette organisation.

Ce bilan, qui est déposé en vertu de la Loi sur l'énergie de cet État, est inquiétant parce qu'il diminue davantage les possibilités d'exportation du Québec vers cette région.

Avant-hier, le leader parlementaire de l'opposition, M. Guy Chevrette, divulguait un rapport attribué à Hydro-Québec — mais contesté par la société d'État — qui pré-

VOIR PAGE A-10: HYDRO

La rentrée littéraire

Le cahier Livres du DEVOIR inaugure sa saison par un volumineux numéro largement consacré à la rentrée littéraire au Québec. La saison s'annonce faste, tant dans le secteur du roman que dans l'essai et la poésie. Le cahier littéraire proposera cette année des rendez-vous de choix à ses lecteurs. Ainsi, Robert Lévesque tiendra désormais le feuilleton littéraire qu'assumait jusqu'en juin la regrettée Lisette Morin. Le spécialiste de la littérature québécoise, M. Jacques Allard, commentera les romans québécois et l'écrivain Gilles Archambault rédigera à chaque semaine une chronique consacrée aux livres de poche.

Du même souffle, LE DEVOIR lance aujourd'hui la chronique touristique Visas qui tiendra notre chroniqueur Normand Cazalais. Cahier D.



• LES ACTUALITÉS •

Les garçons de Saint-Vincent

Tel-Aide reçoit plus de 300 appels

JOSEÉ BOILEAU
LE DEVOIR

Partie de la réalité, transformée en fiction, la série *Les garçons de Saint-Vincent* a rejoint à nouveau le réel: dans les heures qui ont suivi sa diffusion, plus de 300 appels ont été logés à l'organisme Tel-Aide. Et de ce nombre, plusieurs ont dit avoir vécu les mêmes abus sexuels que les jeunes pensionnaires de l'émission.

Radio-Canada, en collaboration avec Tel-Aide et l'Association des médecins psychiatres du Québec, avait mis sur pied un service professionnel d'écoute téléphonique pour les 18 heures suivant l'émission. Les numéros à rejoindre avaient été indiqués à l'écran pendant la diffusion de la série jeudi

soir, à 20h00.

Les 23 bénévoles présents, formés pour répondre à des situations de crise, attendaient beaucoup d'appels. Il y en a eu autant que prévu.

«Notre objectif, c'était de donner aux gens une chance de s'exprimer auprès de personnes capables de les écouter sans juger. L'opération a été vraiment une réussite», indiquait la directrice générale de Tel-Aide, Mme Lyne Beaulieu, lorsque le projet a pris fin à 14h00 hier après-midi.

Bien des gens ont téléphoné pour faire part de leur indignation, de leur tristesse, de leurs doutes face à des institutions comme l'Église, le gouvernement, les policiers qui ont fermé les yeux devant les abus sexuels commis dans les orphelinats tenus par des

religieux, tel que raconté dans *Les garçons de Saint-Vincent*.

Témoignages denses, libérateurs

Mais 40% des appels étaient aussi le fait de victimes, hommes et femmes, abusés par des religieux comme dans l'émission, ou victimes de leurs proches. Des témoignages denses, libérateurs, chargés d'émotion, et provenant de personnes âgées de 35 à 50 ans.

«Pour beaucoup de gens, c'était la première fois qu'ils racontaient ce qu'ils avaient vécu. Ce ne pouvait donc pas être rationnel et froid, disait Mme Beaulieu. Mais on se préparait depuis des mois et on était prêt à faire face à toutes ces émotions.»

Une femme a ainsi téléphoné

pour faire part de sa colère: elle a fini par raconter les agressions dont elle avait été victime. Tout ça parce qu'au bout de la ligne, pour la première fois, quelqu'un l'écou-
tait vraiment.

Il y a aussi eu cet homme qui travaille, a une famille, une vie qu'on dit normale et qui a téléphoné juste pour raconter ce qu'il n'avait jamais dit avant.

A la radio de Radio-Canada hier matin, les émissions avaient pris le relais et organisé des débats sur ce thème qui en a secoué plusieurs.

Toute l'opération reprendra jeudi soir prochain, au deuxième et dernier épisode des *Garçons de Saint-Vincent*, une série dont paradoxalement la diffusion avait jusque-là été interdite, sur ordre du tribunal, pendant des mois.

La FTQ s'attaque à la violence conjugale

JOSEÉ BOILEAU
LE DEVOIR

Dix ans après s'être attaquée au problème de la toxicomanie, la FTQ se lance aujourd'hui à la conquête d'un autre sujet tabou en milieu de travail: la violence conjugale.

Dans les deux cas, c'est la même réalité qui est à l'œuvre: celle du silence, indiquait hier en conférence de presse le secrétaire général de la centrale, M. Clément Godbout.

Appuyée financièrement par la Chambre des notaires, la FTQ a commandé une recherche exploratoire sur les conséquences de la violence familiale en milieu de travail.

L'enquête menée par la sociologue Francine Burnonville est une première dans le domaine. Celle-ci a rencontré 110 travailleurs membres de 12 syndicats affiliés à la FTQ et répartis à Montréal, en Abitibi et en Beauce.

Elle a concentré sa recherche dans trois entreprises: une usine de camionnage où l'on ne trouve que 5% de femmes, un centre hospitalier — milieu traditionnellement féminin —, et Hydro-Québec, où hommes et femmes se côtoient.

Mme Burnonville craignait le rejet, mais au contraire tous se sont montrés heureux de pouvoir aborder le sujet. Car tous les gens interviewés connaissaient des victimes de violence conjugale, en étaient parfois eux-mêmes.

«L'accueil a été au-delà de nos attentes et plus de 80% des gens pensent que le syndicat doit s'occuper de tels problèmes, a dit Mme Bur-

nonville. Car à vivre ensemble au travail 40 heures par semaine, c'est pas vrai que les gens ne s'aperçoivent pas de ce qui se passe. Il y a des maris qui relançant leur femme au travail, et les couples qui, en région, sont dans la même usine où les conflits se poursuivent... Il y a aussi des femmes qui ont pleuré pendant l'interview parce que leur mari les bat et que personne ne le sait.

«Tout le monde nous a raconté des histoires, tout le monde!» a-t-elle conclu en se refusant à tout débat sur l'ampleur souvent contestée du phénomène.

«Au travail, ça ne se crie pas sur les toits ces problèmes-là. Les gens n'en parlent pas», notait par sa part le représentant du syndicat FTQ de Canadair présent à la conférence de presse. Mais il y a un moyen de briser le tabou, croit-on à la FTQ.

«Quand on a commencé à s'occuper de toxicomanie il y a dix ans, on trouvait aussi de la gêne, du malaise, de la honte, a rappelé M. Godbout. On racontait que juste des gens vicieux ou malsains étaient aux prises avec ce problème. On ne voyait pas très bien ce qu'un syndicat pouvait faire pour régler ça. Mais finalement, un travail incroyable a été fait.

«La violence conjugale fait aussi partie de cette qualité de vie dont doivent s'occuper les syndicats. C'est un début, mais nous voulons agir.»

La FTQ a l'intention d'adopter une déclaration politique sur la violence conjugale lors de son prochain congrès qui se tiendra en décembre à Montréal. Les résultats complets de l'étude de Mme Burnonville sont attendus pour la même période.

Nous excuser, c'est la moindre des choses.

Le 7 septembre dernier, nous avons dû exceptionnellement interrompre le service sur 34 lignes d'autobus utilisées par près de 9 % de notre clientèle. Cette décision difficile a été prise en raison de problèmes sérieux décelés sur la structure des plus vieux véhicules de notre flotte. Comme il n'était absolument pas question pour nous de mettre en danger la sécurité des voyageurs, nous avons dû retirer de la route quelque 150 autobus nécessitant des réparations urgentes.

Grâce au travail acharné de notre personnel, le service a pu reprendre graduellement au cours de la semaine et est maintenant rétabli sur tout le réseau.

Nous sommes conscients des incon vénients que cette situation a pu vous causer et nous nous en excusons très sincèrement. Comme vous le savez, nous nous sommes engagés ces dernières années à améliorer la qualité de nos services et nous entendons respecter notre engagement. Soyez assurés que nous poursuivrons nos efforts pour maintenir votre confiance. Nous prendrons toutes les mesures nécessaires afin que pareille situation ne se reproduise plus.

Merci de continuer de voyager avec nous.



**Société de transport
de la Communauté urbaine
de Montréal**

Un nouvel hôpital pour les Madelinots

DANNY VEAR
LE DEVOIR

Les Madelinots ne subiront plus les affres du mauvais temps lors d'un séjour dans leur seul hôpital.

Le Centre hospitalier de l'Archipel, un complexe de 40 millions\$ que Québec a inauguré hier à Cap-aux-Meules, a remplacé un des hôpitaux les plus vétustes au Québec.

«Notre ancien hôpital remontait à une cinquantaine d'années. Et il était endommagé», explique Lorraine Therrien-Saillant, directrice des services professionnels et hospitaliers du nouveau Centre.

En fait, les patients qui séjournaient dans l'ancien hôpital risquaient d'en prendre pour leur rhume. Le bâtiment était si vétuste que des seaux étaient installés à des endroits stratégiques pour y récolter les eaux de pluies. «L'eau coulait dans des chaudières qu'il fallait vider des fenêtres de l'hôpital. Il pleuvait même dans la salle d'opération», a expliqué Mme Therrien-Saillant.

Il y a cinq ans, un syndicat et des médias avaient dénoncé l'état des lieux.

«L'ancien hôpital était vraiment vétuste. Il fallait changer», ajoute-t-elle.

Les 15 000 Madelinots sont heureux de leur nouvel hôpital. Bâti sur les ruines de l'ancienne bâtisse, le Centre hospitalier de l'Archipel compte 92 lits et 23 médecins (20 omniprati-

ciens, 2 chirurgiens et un gynécologue) y sont attachés. Seul un radiologue permanent manque à cette équipe médicale.

Graduellement, les Îles-de-la-Madeleine ont développé des services de santé plus adéquats, affirme Mme Therrien-Saillant. «Malgré notre isolement, on a trouvé des solutions originales à nos problèmes», dit-elle.

Le Centre hospitalier de l'Archipel aurait ainsi réglé un problème qui préoccupe bien des régions, celui de la présence des médecins spécialistes. Environ 80 médecins itinérants viennent visiter l'hôpital des Îles-de-la-Madeleine chaque année. «Ça coûte moins cher de payer un billet d'avion à un médecin que de payer 40 billets aux patients qui devraient aller se faire soigner à Québec», dit Mme Therrien-Saillant. Seulement qu'un millier de cas difficiles doivent tout de même s'envoler vers un hôpital du «continent» chaque année.

En inaugurant ce centre hospitalier, Québec ouvrait les portes d'un premier hôpital depuis celui de Château-guay il y a cinq ans.

Le gratin du milieu médical et hospitalier, notamment le ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, était présent à l'ouverture officielle du nouveau complexe. Le président de la Corporation professionnelle des médecins, Augustin Roy, a même décidé de respirer l'air salin des îles toute cette fin de semaine.

Information

Ville de Montréal

Assemblée du Conseil municipal

La prochaine assemblée du Conseil de la Ville de Montréal aura lieu le lundi 13 septembre 1993, à 19 heures, à la salle du Conseil de l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (métro Champ-de-Mars).

Parmi les points inscrits à l'ordre du jour de cette assemblée, le président du Conseil souligne les suivants :

- Installation de supports à vélos sur la rue Saint-Denis, le boulevard Saint-Laurent, l'avenue du Mont-Royal et la rue Jarry.
- Location de boutiques d'équipement sportif «Pro-Shop» dans des arènes de la ville, et de boutiques d'aiguillage de patins au lac des Castors, au parc Lafontaine et au parc Maisonneuve.
- Désignation du bâtiment occupé par le Casino sur le site de l'île Notre-Dame comme «zone touristique» au sens de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.

Les assemblées du Conseil sont publiques et comportent une période de questions.

Toute personne qui désire poser une question à un membre du Conseil, au cours d'une assemblée, doit s'inscrire en se présentant au hall d'honneur de l'hôtel de ville, dans les 30 minutes précédant l'assemblée.

Il est aussi possible d'adresser une question écrite à un membre du Conseil, soit en la faisant parvenir directement au greffier de la Ville, 275, rue Notre-Dame Est, bureau 15, Montréal H2Y 1C6, soit en remplissant la formule disponible dans tout bureau Accès Montréal. Le membre du Conseil dépose sa réponse lors d'une assemblée du Conseil et une copie est transmise à la personne qui a posé la question.

Le 11 septembre 1993
Le greffier de la Ville,
Léon Laberge

LE DEVOIR

MONTREAL

Bijouterie
GAMBARD
Vente et service technique
630-A, rue Cathcart, Montréal, centre-ville
866-3876
AGENT OFFICIEL ROLEX

Regroupement des hôpitaux universitaires

Les directeurs commandent une étude

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

La firme de consultants CGO entreprendra le 20 septembre une étude qui devra déterminer s'il est possible de regrouper les hôpitaux francophones universitaires affiliés à l'Université de Montréal.

Les directions des six hôpitaux concernés se sont en effet entendus, mardi dernier, avec l'Université de Montréal et le ministre de la Santé et des Services sociaux afin de confier à cette firme le mandat de réaliser l'étude, qui devrait être terminée fin février ou début mars 1994.

Selon le doyen de la faculté de médecine de l'Université de Montréal, le Dr Serge Carrière, l'étude veut «déterminer le nombre optimal de centres hospitaliers universitaires nécessaires à nos activités, dans un contexte de rationalisation».

La firme CGO avait également complété l'année dernière une grande étude pour les hôpitaux anglophones

de Montréal, qui avait fourni à l'Université McGill les arguments pour proposer de construire, au centre-ville de Montréal, un super-centre hospitalier.

Mais selon le Dr Carrière, la démarche suivie par les hôpitaux francophones est différente. «Nous ne songeons pas à regrouper tous les hôpitaux dans un même lieu, a-t-il expliqué au DEVOIR. Notre faculté de médecine est plus grande que celle de McGill, notre réseau hospitalier est plus large que le réseau anglophone. Nous désirons plutôt étudier comment mieux regrouper nos forces en assurant notre présence francophone partout dans la ville».

Le résultat de l'étude pourrait cependant entraîner des regroupements d'hôpitaux, ou, comme l'ajoute le Dr Carrière, la «sortie d'hôpitaux du système (universitaire)».

Un comité directeur, formé des présidents des conseils d'administration des six hôpitaux, de leur directeur généraux, des présidents des Conseils des médecins, dentistes et pharmaciens de chaque hôpital, des doyens des facultés des sciences de la santé et de représentants de la Régie régionale de Montréal, coordonnera le travail.

On compte actuellement cinq hôpitaux universitaires adultes affiliés à l'Université de Montréal, soit Notre-Dame, Hôtel-Dieu, Saint-Luc, Maisonneuve-Rosemont et Sacré-Coeur, ainsi que l'hôpital pour enfants Sainte-Justine.

Avec la réforme de la santé, le ministre de la Santé s'est donné le pouvoir de désigner après consultation les centres hospitaliers universitaires (CHU). A Montréal il avait désigné comme premier CHU l'Hôtel-Dieu, lors de l'annonce de son déménagement à Rivières-des-

Prairies.

Au cabinet du ministre, une porte-parole a déclaré au DEVOIR qu'«il existe une volonté de la part du ministre d'attendre la fin de l'étude pour désigner les autres centres universitaires, dans la mesure où cela fait l'affaire des hôpitaux».

Cette attente priverait-elle les hôpitaux de ressources lors des prochains mois? «L'Hôtel-Dieu est désigné centre universitaire depuis plus d'un an par le ministre, réplique le Dr Carrière, et je n'ai pas vu la différence».

Le doyen de la faculté ajoute que pendant la réalisation de l'étude il aimerait bien que «le gouvernement précise ce qui arrive à l'Hôtel-Dieu». La première pelle de terre du nouveau site était prévue en mars dernier et, à l'évidence, le projet de déménagement est sans cesse reporté depuis cette date, devant la controverse qu'il soulève.

Par ailleurs, le cabinet du ministre se montre «ouvert» à accueillir une demande d'aide financière du groupe pour la réalisation de l'étude CGO.

Négociations avec ses employés

La Ville pessimiste

DANNY VEAR
LE DEVOIR

Montréal garde peu d'espoir de conclure une entente avec ses 13 000 employés d'ici le 15 septembre.

«Je ne jette pas la serviette encore. Mais je ne peux pas dire que je suis très optimiste», affirme le négociateur en chef de Montréal, Michel Brousseau.

Cette semaine, seuls les cols bleus ont poursuivi des négociations assidues avec leur employeur. Des discussions entre les deux parties ont eu lieu jusqu'à jeudi soir. «On attend maintenant une réponse», dit le négociateur de la Ville.

Le 13 septembre, le syndicat des cols bleus devrait soumettre la proposition patronale en assemblée générale.

Mercredi, les cols blancs ont rencontré brièvement leur employeur. A cette occasion, Montréal a fermé les portes à toute négociation. Lors de cette rencontre, il a de nouveau déposé les offres qu'il leur avait remises la semaine dernière. Les cols blancs ont aussitôt quitté la table. «Ils voulaient qu'on leur présente des offres finales. C'est ce qu'on a fait», a dit le négociateur.

Rien n'a changé du côté des pompiers et des professionnels. Ces deux syndicats ont maintenu leur rejet catégorique des offres de l'administration montréalaise.

«On souhaite toujours s'entendre avec un syndicat pour convaincre les autres», dit le négociateur en chef de la Ville.

En dépit de ce dialogue de sourds, Montréal n'ose pas encore annoncer un échec des négociations. «Avec nos propositions, on suggère des concepts nouveaux», dit-il.

Dans son offre dévoilée la semaine dernière, Montréal propose notamment la création de comités mixtes pour l'amélioration de la productivité et une révision de l'organisation du travail. «C'est une approche nouvelle qui ne semble pas se concrétiser. Dans ce sens-là, on pourrait vivre un échec», dit le négociateur de la Ville.

Avec sa proposition, Montréal veut également récupérer quelque 40 millions\$ de sa masse salariale de près de 600 millions\$. Il veut notamment augmenter le nombre d'heures de travail, réduire le temps supplémentaire, recourir à la sous-traitance et à l'emploi de surnuméraires.

Montréal a déjà annoncé qu'il utiliserait la loi 102 si elle n'arrive pas à s'entendre avec ses employés. Lorsqu'elle sera promulguée le 15 septembre, la loi 102 gèlera le salaire des employés montréalais pour les deux prochaines années et permettra de récupérer quelque 1% de leur masse salariale. Avec ces mesures, Montréal sauvera quelque 6 millions\$.

La présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal, Léa Cousineau, a déjà menacé les 13 000 employés montréalais qu'elle utiliserait tous les moyens à sa disposition pour récupérer quelque 34 millions\$ supplémentaires. Dans cet esprit d'économie, un mémo interne suggérerait la possibilité de fermer la Ville pour au moins 25 jours.

Jean-Marc Léger honoré



PHOTO JACQUES GRENIER

JEAN-MARC LÉGER, président-fondateur de l'Agence de coopération culturelle et technique, ancien journaliste au DEVOIR, reçoit la cravate de Commandeur des arts et des lettres des mains de Jacques Toubon, ministre de la Culture et de la Francophonie de France. La cérémonie avait lieu jeudi soir, à Montréal, où l'homme politique français est en visite officielle. Le titre de Commandeur de la Légion d'honneur, créé en 1814, est un grade au-dessus de celui d'officier.

Michel Louvain à la rescousse du DEVOIR...

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

Michel Louvain qui anime un téléthon pour sauver LE DEVOIR, voilà ce qu'a proposé hier Rira bien... émission humoristique diffusée le vendredi à 19h30 sur l'ensemble du réseau TVA.

Le sketch était dans le ton habituel de la série qui fait son beurre de commentaires mordants et irrévérencieux de l'actualité.

D'entrée de jeu, Michel Louvain (imité par Guy Richer) explique qu'il est là «pour faire comprendre à quel point cette cause est désespérée». Le populaire chanteur de charme présente ensuite LE DEVOIR comme «une affreuse maladie», et demande à son invitée, nulle autre que Lise Bissonnette (Pierrette Robitaille, en tailleur austère et collier de perles), si ce mal existe depuis longtemps, s'il est vrai qu'on l'a découvert à la station Henri-Bourassa et si de nombreuses personnes en souffrent.

La directrice réplique qu'elle peut compter sur «35 000 incurables lecteurs» et que l'objectif n'est pas de faire disparaître LE DEVOIR mais bien de le rendre rigoureux en ramassant beaucoup d'argent.

«Vous voulez déclencher une épidémie?» s'offusque Louvain. «Non, grâce au ciel, nous sommes toujours réservés à une élite éclairée», réplique Mme Bissonnette. LE DEVOIR est un mal nécessaire à notre société québécoise.»

Le sketch d'environ trois minutes a ouvert la nouvelle série de *Rira bien...* de l'année. Et tout ce temps, le panneau d'affichage des dons est resté à zéro...

Camp spatial

Spar a protégé ses arrières avant de maintenir le projet à Laval

DANNY VEAR
LE DEVOIR

Spar Aérospatiale a protégé ses arrières avant de consentir au maintien du projet de Camp spatial à Laval.

Spar Aérospatiale a obtenu que l'administration lavalloise renonce à toute poursuite judiciaire à son endroit à la suite de la parution dans les journaux d'un mémo interne dévastateur pour le maire de Laval, Gilles Vaillancourt.

Telle est une des clauses de l'entente «secrète» — dont LE DEVOIR a obtenu copie — qui est intervenue le 9 août entre Laval et Spar Aérospatiale dans le dossier du Camp spatial.

Cette entente qui comporte onze clauses avait imposé le silence aux acteurs de la saga politico-judiciaire qui avait mené la Corporation du Camp spatial à proposer le déménagement du projet de 28 millions\$ à Montréal à la fin juillet. Après moults rebondissements, Laval avait obtenu que le Camp spatial reste sur son territoire.

L'un de ces rebondissements avait été le dévoilement d'un mémo interne de Spar Aérospatiale, signé par Diane Chênevert, employée de Spar et initiatrice du projet du Camp spatial.

Dans ce mémo, Mme Chênevert expliquait que le maire de Laval avait tenté de noyauter le conseil d'administration du Camp spatial dans le but d'octroyer des contrats de construction à des firmes lavalloises. Elle accusait notamment le maire de Laval de vouloir utiliser le Camp spatial à des fins partisans.

Avec l'entente «secrète», Laval et Spar Aérospatiale renoncent aux recours «pour atteinte à la réputation pouvant découler de la publication ou du traitement médiatique qui a été fait d'un mémo interne de SPAR et se donnent à cet égard quittance complète, finale et irrévocable».

Comme le prévoit l'entente secrète, le nouveau conseil d'administration du Camp spatial devra satisfaire aux exigences de l'offre de contribution d'Ottawa avant de toucher la subvention fédérale de 5,1 millions\$. Au cours des derniers jours, LE DEVOIR a fait état de nouvelles allégations de partisans politiques dans l'octroi de contrats dans le cadre du projet de Camp spatial.

Les grandes collections de

PERIODICA
VIDÉO

Omni Science

L'encyclopédie vivante consacrée aux sciences et aux technologies.

26 vidéocassettes

Contact

Stéphan Bureau rencontre les grands créateurs de notre temps!

11 vidéocassettes

Première Séance

Un répertoire de grands classiques du cinéma français à voir et à revoir!

14 films

Notre Siècle, 1900/1990

Le plus étonnant et le plus passionnant spectacle d'images authentiques que notre mémoire collective puisse nous faire revivre. Cent ans d'événements qui ont fait notre histoire!

1 coffret de 9 vidéocassettes

Les Vidéo Guides Hachette

Voyager autour du monde sans l'ennui du décalage horaire! Une plongée instantanée dans des régions envoûtantes de notre planète.

18 Vidéo Guides

Demandez notre catalogue gratuit:

PÉRIODICA VIDÉO, 1155 avenue Ducharme, Outremont, (Québec) H2V 1H2
(514) 274-3470 (région de Mtl), 1-800-361-1431 (tout le Canada), Fax: (514) 274-0201



DEPUIS 1892

AGENTS DE BREVETS ET MARQUES
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

LEGER ROBIC RICHARD

AVOCATS

55, ST-JACQUES, MONTRÉAL, QUÉBEC H3Y 3K2
Fax: (514) 845-7874 Tél.: (514) 984-0446

La maîtrise des intangibles

MIP

Pour en connaître davantage sur ce projet en développement

Conférence du président de la MIP

Gabor Szilasi
(et ses invités)

Jeudi le 16 septembre à 14 heures
3450, rue Saint-Urbain
(C.A.C.U.M.)

Info.: Lili Michaud, 495-3353



Tél.: (514) 286-5488
Fax: (514) 286-1139

DU VIN



BACH

PRODUIT D'ESPAGNE - PRODUCT OF SPAIN

PENEDES

Denominación de Origen

12% alc/vol ROUGE BLANC 750 mL

Belle couleur profonde nuancée de teintes rubis. Belle couleur jaune pâle aux reflets dorés. Fin, élégant, aux arômes boisés. Déliés arômes d'agrumes. Vin souple, rond, bien équilibré où l'on retrouve en final des saveurs de fruits rouges. Vin sec et fruité, léger, bien équilibré, légèrement citronné en fin de bouche. Il accompagne à merveille les viandes rouges assez relevées, les grillades, les gibiers à poils et à plumes ainsi que les fromages moyens et forts. Il accompagnera à merveille poissons, fruits de mer et crustacés, il sera aussi excellent à l'apéritif.

No de code: +064014

No de code: +064469

Prix: 7,10 \$
+ 0,50 (TPS) + 0,60 (TVQ) = 8,20 \$

EN EXCLUSIVITÉ DANS LA PLUPART DES SUCCURSALES DE LA Société des alcools du Québec

LE DEVOIR

POLITIQUE

ELECTIONS
93

Bouchard ne ferait qu'une bouchée du budget militaire

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Si le vote du 25 octobre confère au Bloc québécois le pouvoir d'imposer ses vues à un gouvernement minoritaire, il exigera le gel immédiat des dépenses militaires, ainsi que l'annulation des contrats d'achat d'hélicoptères et de chars d'assaut.

En tournée à Montréal, Lucien Bouchard est revenu hier sur le sujet qui hante la première ministre Campbell depuis le début de la campagne, allant même plus loin que Jean Chrétien et Audrey McLaughlin: «Arrêtons de gaspiller de l'argent, d'acheter des gadgets, des hélicoptères, des chars d'assaut et des frégates construites pour traquer les sous-marins atomiques soviétiques qui sont maintenant dans des cours à scrap».

Après les élections, le Bloc québécois proposera au gouvernement de décréter un moratoire, de procéder à une évaluation de la nouvelle situation mondiale et de prendre au moins une année pour repenser les besoins et priorités du ministère de la Défense. Et de réduire d'au moins 25% le budget de la Défense. «Il faut redéfinir nos besoins militaires. Au lieu de dire qu'on va couper dans les programmes sociaux, cessons d'abord de dépenser de l'argent en équipements militaires. Tout est bouleversé dans le monde. Il n'y a plus d'empire soviétique».

Mais alors, pourquoi Kim Campbell persiste-t-elle à vouloir renouveler la flotte d'hélicoptères? M. Bouchard s'est posé la question et il a essayé de comprendre. Il en est venu à la conclusion que Mme Campbell est restée marquée par son passage au ministère de la Défense et qu'elle subit encore aujourd'hui l'influence de ses anciens conseillers militaires. A son avis, le lobby des industriels de l'armement est demeuré très puissant, d'autant plus qu'il s'agit d'une industrie créatrice d'emplois. Sans compter que cette industrie contribue généreusement à la caisse électorale du Parti conservateur.

De là, l'importance pour le chef du Bloc d'envoyer à Ottawa un contingent de députés libres de toutes les contraintes que subissent les vieux partis fédéralistes. Pour forcer le prochain gouvernement à prendre des mesures pour réduire les dépenses et assainir les finances publiques. «Des mesures pour couper les dépenses dans le gras et jusqu'à l'os».

Mais même s'il détient la balance



PHOTO PRESSE CANADIENNE
Selon Lucien Bouchard, le lobby des industriels de l'armement est demeuré très puissant.

du pouvoir à compter du 25 octobre, il n'est pas évident que le prochain gouvernement, si minoritaire soit-il, voudra obtempérer aux volontés du Bloc. Aura-t-il alors l'audace de renverser le gouvernement? A cette question, M. Bouchard répond avec

prudence: «On verra alors dans quel contexte on se trouvera».

Le chef du Bloc a par ailleurs voulu réagir aux dernières données publiées hier par Statistique Canada sur le chômage, qu'il y a au Québec 13 000 chômeurs de moins que le mois dernier. Mais non, dit Lucien Bouchard, la vérité c'est que 29 000 Québécois se sont découragés de chercher un emploi et ne figurent plus sur la liste des chômeurs. «On est en train de décharger la liste des chômeurs au profit de la liste des bénéficiaires de l'aide sociale». Il y voit une nouvelle démonstration que la structure du régime fédéral, qui organise les rapports économiques pour l'ensemble du pays, est déficiente et joue contre les intérêts des Québécois. «Ça va mal au pays, mais ça va infiniment plus mal au Québec».



PHOTO PRESSE CANADIENNE
Avant de participer à une émission de radio à Toronto, Kim Campbell a dû expliquer à une trentaine de travailleurs du bâtiment pourquoi son gouvernement refusait d'injecter 40 millions\$ pour la construction du Toronto Trade Center.

Création d'emplois

Campbell hausse le ton

Brockville, Ont. (PC) — Objet de critiques depuis le début de la campagne électorale, la chef conservatrice Kim Campbell a décidé de passer à l'offensive hier en s'en prenant directement aux projets de création d'emplois du chef libéral Jean Chrétien.

«M. Chrétien et son équipe se trompent d'époque. Nous voulons garantir l'avenir des Canadiens en créant de nouvelles possibilités d'emplois, pas les ramener en arrière avec une politique de bouts de chemin», a-t-elle déclaré lors de l'ouverture, hier soir, du bureau de sa candidate dans Leeds-Grenville, Mme Sandra Lawn.

Mme Campbell a même accusé M. Chrétien de préférer dépenser 6 milliards\$ de fonds publics pour créer des emplois temporaire tout en détruisant des milliers d'emplois durables dans le domaine de la haute technologie en proposant d'éliminer le projet d'achat de 43 hélicoptères militaires.

M. Chrétien a annoncé hier qu'il portait à 2 milliards\$ l'investissement fédéral dans un programme d'infrastructures. Les municipalités et les provinces en mettraient autant. Mme Campbell a qualifié le tout de politique

fast-food.

Fait à noter, après avoir passé les deux premiers jours de sa campagne à parler de lutte au déficit, Mme Campbell s'est occupée hier à illustrer ses propres théories sur la création d'emplois.

A l'aide d'une visite dans une école spécialisée en haute technologie et une démonstration d'impression de plans et de machines-outils dans une usine, Mme Campbell voulait montrer que la création d'emplois durables passe par la formation adéquate de la main-d'œuvre et l'adaptation des entreprises aux nouvelles technologies.

«C'est évident ici qu'on peut voir le lien entre la formation et l'emploi, le lien entre le libre-échange et l'emploi... Ce qu'on voit vraiment, c'est l'application des principes de la nouvelle économie», a-t-elle déclaré à Trenton, une municipalité à deux heures de voiture à l'est de Toronto.

«Ce dont je parle n'a rien d'abstrait. C'est très concret. C'est l'avenir de l'économie canadienne, avec la combinaison de la technologie, de la formation et aussi de l'investissement», était heureuse d'ajouter Mme Campbell en sortant de chez Trenton Machine

Tool.

L'entreprise, qui a recours à la conception assistée par ordinateur, a vu ses ventes monter en flèche depuis l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange nord-américain en 1989.

Plus tôt en matinée, Mme Campbell, accompagnée du ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie Jean Charest, a visité une école secondaire de Pickering qui offre des cours d'initiation à la conception assistée par ordinateur.

Tant à l'école qu'à l'usine, on avait organisé des démonstrations attrayantes pour la télévision, mettant en scène la première ministre manipulant des ordinateurs.

A l'école secondaire Pine Ridge, une table ronde avec des étudiants en âge de voter voulait montrer que la première ministre est à l'écoute des gens.

Mais ses réponses aux questions n'ont pas entièrement satisfait les participants.

«On a eu droit à de longues réponses mais à peu de détails», ont reconnu Jessica-Lynne Taylor et Josh White, des étudiants de treizième année qui ont pu poser des questions.

Un appui connu... et controversé

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

Le candidat du Bloc québécois dans le comté montréalais de LaSalle-Émard s'est trouvé un appui fort connu pour ouvrir sa campagne dimanche: celui de l'animateur radiophonique Gilles Proulx.

Le candidat Éric Cimon se disait ravi d'avoir à ses côtés un tel nationaliste. M. Proulx, dont les déclarations populistes et controversées sont la marque de commerce, est toutefois identifié à la droite du nationalisme québécois. Ses prises de position sur les autochtones ou les immigrants tranchent avec la volonté d'ouverture dont se targue le Bloc.

M. Cimon, lui, n'y voit aucune contradiction.

«Beaucoup de gens ont des positions

controversées; il n'y a pas de problème s'ils votent pour le Bloc. On a des membres des communautés culturelles dans le Bloc et des gens de toutes tendances. Ce n'est pas parce que M. Proulx m'appuie que je partage toutes ses opinions», indiquait le candidat.

L'invitation à M. Proulx, qui sera accompagné du commentateur sportif Pierre Trudel, a été faite par l'équipe de M. Cimon. Mais celui-ci dit en avoir avi-

sé le comité national du parti et avoir eu son avis.

Hier soir, l'attachée de presse du Bloc, Mme Marthe Lawrence, affirmait plutôt apprendre la nouvelle. «Ça m'étonne», a-t-elle d'abord lancé.

Vérification faite, Mme Lawrence indiquait sobriement que pour le Bloc, tout individu est libre de ses choix et que les comités sont autonomes dans l'organisation de leur campagne.

LE CALENDRIER

Voici certaines activités prévues au calendrier des partis politiques aujourd'hui:

■ Kim Campbell, première ministre: tournée dans la région montréalaise; bain de foule au Carrefour Laval dans la circonscription du député Vincent Della Noce et visite dans un centre pour femmes.

■ Jean Chrétien, chef du Parti libéral: préside l'investiture de Paul Martin dans la circonscription de Lasalle-Émard, prend un bain de foule à Longueuil et se rend à Chambly inaugurer le bureau du candidat-vedette Jean-Claude Villiard.

■ Preston Manning, chef du Reform Party: lancement de sa campagne dans les Maritimes à Fredericton et discours à la faculté de

droit de Dalhousie, Halifax.

■ Lucien Bouchard, chef du Bloc québécois: lancement officiel de la campagne électorale du parti avec présentation d'un vidéoclip, allocution du député de Laurier/Ste-Marie Gilles Duceppe et discours du chef avec présentation des candidats.

■ Audrey McLaughlin, chef du Nouveau Parti démocratique: tournée sur l'île de Vancouver avec entrevue à la radio de Nanaimo, visite des terrains de l'exposition Cowichan à Duncan et «party» pour les bénévoles à Victoria.

■ Assemblées d'investiture du Parti libéral du Canada dans les circonscriptions de Lasalle-Émard, avec le candidat Jean-Claude Villiard, et Sherbrooke, avec l'ancien maire Jean-Paul Pelletier.

DEVENEZ UN AUTEUR À SUCCÈS

Vous avez envie d'écrire? L'École de rédaction vous offre un cours par correspondance tout à fait unique qui vous montrera comment écrire de façon professionnelle et faire publier vos textes.

Apprenez à rédiger des articles, nouvelles, romans ou scénarios qui se vendront. Et se revendront. Votre tuteur ou tutrice privé vous aidera à écrire des textes clairs, frais et vendables. En fait si, à la fin du cours, vous n'avez pas récupéré vos frais grâce à vos ventes, nous vous rembourserons jusqu'au dernier sou!

Écrivez-nous ou appelez dès aujourd'hui pour obtenir gratuitement notre brochure explicative.

Appelez le 1-800-267-1543

ou par télécopieur le 1-613-749-9551

Nom _____
Adresse _____
Ville / Prov. _____
Code postal _____

L'ÉCOLE DE RÉDACTION

38, ave. McArthur

Suite 241

Ottawa, Ontario K1L 6R2

Le cours est déductible d'impôt et exempt de TPS



TITRE		Solistes
Le lundi 4 octobre 1993	Mozart et Haydn	Guy Few, trompette
Le lundi 1 ^{er} novembre 1993	Strauss, Wagner et Beethoven	Paul Frey, ténor
Le lundi 13 décembre 1993	Beethoven et Mahler	Richard Raymond, piano
Le lundi 17 janvier 1994	Rimski-Korsakov, Tchaikovski et Stravinski	Angela Cheng, piano
Le lundi 28 février 1994	Lalo et Schumann	Martin Chalfour, violon
Le lundi 28 mars 1994	Schubert et Mozart	Agathe Martel, Marion Feubel, Gordon Gietz, Claude Grenier
Le lundi 11 avril 1994	Chopin et Berlioz	Dan Thai Son, piano
Le lundi 16 mai 1994	Haydn, Mozart et Beethoven	Dominique Morel et Douglas Nemich, pianos

FORMULAIRE D'ABONNEMENT - SÉRIE CLASSIQUE 1993-1994

Nom _____ Adresse _____
Ville _____ Code postal _____
Tél. domicile _____ Bureau _____
Section A Partiers C-N Corbeille A-C 220 \$ Taxes et redondances incluses
Section B Partiers D-S Corbeille D-E 155 \$
Section C Partiers 95 \$
 Chèque inclus MasterCard American Express Visa
N° de carte _____ Date d'expiration _____
Nombre _____ x Prix régulier _____ \$ 50% = Total _____ \$
Signature _____ Renouvellement Nouvel abonnement

50% de réduction, étudiants et aînés.

Deux façons de s'abonner: par téléphone, en composant le (514) 598-0870

et en portant à votre carte de crédit (sans frais);

par télécopieur, en composant le (514) 598-1703.

par la poste, en retournant votre formulaire d'abonnement à:

L'Orchestre Métropolitain, 801, rue Sherbrooke est, bureau 509

Montréal (Québec) H2L 1K6

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

MIEUX RELEVER LES DÉFIS PROFESSIONNELS

CERTIFICAT DE CRÉATIVITÉ

Apprenez à trouver des solutions originales aux problèmes et relevez les défis nouveaux dans votre milieu de travail.

Ce programme vous fournit des outils méthodologiques qui favorisent l'émergence de la créativité. Il est une occasion unique de développer votre potentiel créateur et de l'appliquer concrètement dans votre profession.

DATE LIMITE
D'ADMISSION:
LE 1^{er} NOVEMBRE

RENSEIGNEMENTS:
3744, rue Jean-Brillant
3^e étage
Métro Côte-des-Neiges

Montréal: (514) 343-6090
Extérieur: 1 800 363-8876

LE PERFECTIONNEMENT RECONNU

♦ POLITIQUE ♦

Système de santé et régime de retraite

Chrétien demande à Campbell de préciser ses intentions

MICHEL HÉBERT
PRESSE CANADIENNE

Toronto — Le chef libéral Jean Chrétien craint que Kim Campbell ne touche au système de santé et au régime de retraite des Canadiens.

«Je veux savoir d'elle si elle touchera au système de santé et aux pensions de vieillesse», a-t-il déclaré hier à Toronto où il rencontrait des travailleurs de la construction.

Le chef libéral a donc mis au défi hier la première ministre Kim Campbell de préciser ses intentions lorsqu'elle dit devoir réévaluer les paiements de transfert aux provinces lesquels servent justement à financer le système de santé et le régime de retraite canadiens.

La veille dans la Ville-Reine, la première ministre Campbell a soutenu qu'il était nécessaire de réduire les versements aux provinces. Elle est allée jusqu'à dire «qu'à la fin, il faudra faire les coupures dans les programmes sociaux... peut-être».

Jean Chrétien a rappelé l'engagement pris en 1984 par l'ex-premier ministre Brian Mulroney de ne pas toucher aux programmes sociaux. «Il l'avait juré sur la tête de sa mère», a-t-il ajouté.

Lui-même n'a pas voulu se prononcer sur ce sujet. Sa plate-forme électorale sera rendue publique mercredi prochain. Certains programmes fédéraux seront réduits, d'autres ajustés en fonction du taux de croissance économique, a-t-il indiqué sans plus de précision.

M. Chrétien a par ailleurs profité

de son passage à Toronto pour annoncer qu'un gouvernement libéral débloquerait deux milliards sur deux ans pour soutenir un programme de restauration et de construction des infrastructures.

L'enveloppe globale de ce programme, financé aussi par les provinces et les municipalités, atteindrait 6 milliards\$ et serait utilisée à retaper routes, ponts, aqueduc, etc.

Cet engagement a enchanté quelques 200 travailleurs ontariens de la construction à qui il a présenté son projet hier.

«Sauve le Canada», ont spontanément crié certains travailleurs. «Jobs, jobs, jobs», scandaient d'autres.

«Dans cette campagne, je ne ferai pas de promesses que je ne respecterai pas», leur a-t-il dit en provoquant un tonnerre d'applaudissements.

En vérité, Jean Chrétien n'a fait que préciser hier les sommes assujetties à un programme mis de l'avant par le PLC il y a plus d'un an.

La nouvelle a tout de même réjoui la Fédération canadienne des municipalités qui a fait savoir immédiatement hier son appui au projet libéral lequel pourrait créer plus de 100 000 emplois.

Selon Jean Chrétien, ce programme donnera du «pep» à l'économie sans être vraiment coûteux pour le fédéral qui pourrait compter sur une réduction du nombre des chômeurs et conséquemment du coût de l'assurance-chômage.

«La moitié de ce que nous dépenserons nous reviendra en taxes sur les matériaux, le transport et les salaires», a-t-il expliqué.

M. Chrétien a aussi indiqué hier qu'il discutera du remplacement de la TPS avec les provinces lors des négociations sur les paiements de transfert prévues en 1994 avec les provinces.

Ces versements sont renégoiés à tous les quatre ans. C'est alors que le fédéral détermine comment il partage ses recettes fiscales avec les provinces.

«Nous éliminerons la TPS pour la remplacer par un système de taxation plus efficace», a-t-il déclaré en insistant sur le fait que la TPS, qui génère des revenus de 30 milliards\$, ne rapporte que 15 milliards\$ au fédéral.

La TPS est entrée en vigueur le 1er janvier 1991.



Jean Chrétien: «Dans cette campagne, je ne ferai pas de promesses que je ne respecterai pas»

ELECTIONS
93

Le NPD poursuit sa campagne contre l'ALENA

SUZANNE DANSEREAU
PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les Canadiens qui s'opposent à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) n'ont l'appui que d'un seul parti politique: le NPD, a indiqué hier la chef néo-démocrate Audrey McLaughlin.

Les électeurs du Canada ne peuvent tout simplement pas prendre au sérieux la tiède opposition des libéraux de Jean Chrétien à cette entente, puisque lors d'un vote crucial tenu en mars 1993, 37 députés libéraux se sont absentés des Communes afin de ne pas avoir à prendre position, a-t-elle rappelé.

Si les libéraux avaient été présents, l'entente aurait été défaite en deuxième lecture.

Mme McLaughlin était de passage à Toronto, hier, pour amorcer sa campagne contre l'ALENA, campagne qui lui a permis de partager une tribune avec le premier ministre ontarien Bob Rae — pour la première fois depuis leur différend sur le contrat social.

Dans le cadre d'une tournée organisée surtout en fonction des caméras de télévision, Mme McLaughlin a visité en matinée trois usines manufacturières qui ont supposément fermé leurs portes après le premier accord de libre-échange avec les États-Unis: GM (Scarborough), Inglis et Colgate-Palmolive.

Les trois usines ont été relocalisées aux États-Unis après l'entrée en vigueur de l'ALENA. Elles employaient au total 3550 travailleurs.

Ces pertes d'emplois, a dit Mme McLaughlin, font partie des «centaines de milliers d'emplois» perdus à cause du premier accord de libre-échange.

Mme McLaughlin a ensuite présenté à la presse trois chômeurs «victimes» des déménagements d'usines aux États-Unis.

«Il faut examiner les coûts hu-



PHOTO PRESSE CANADIENNE

Audrey McLaughlin: «Nous ne sommes pas impuissants devant l'ALENA».

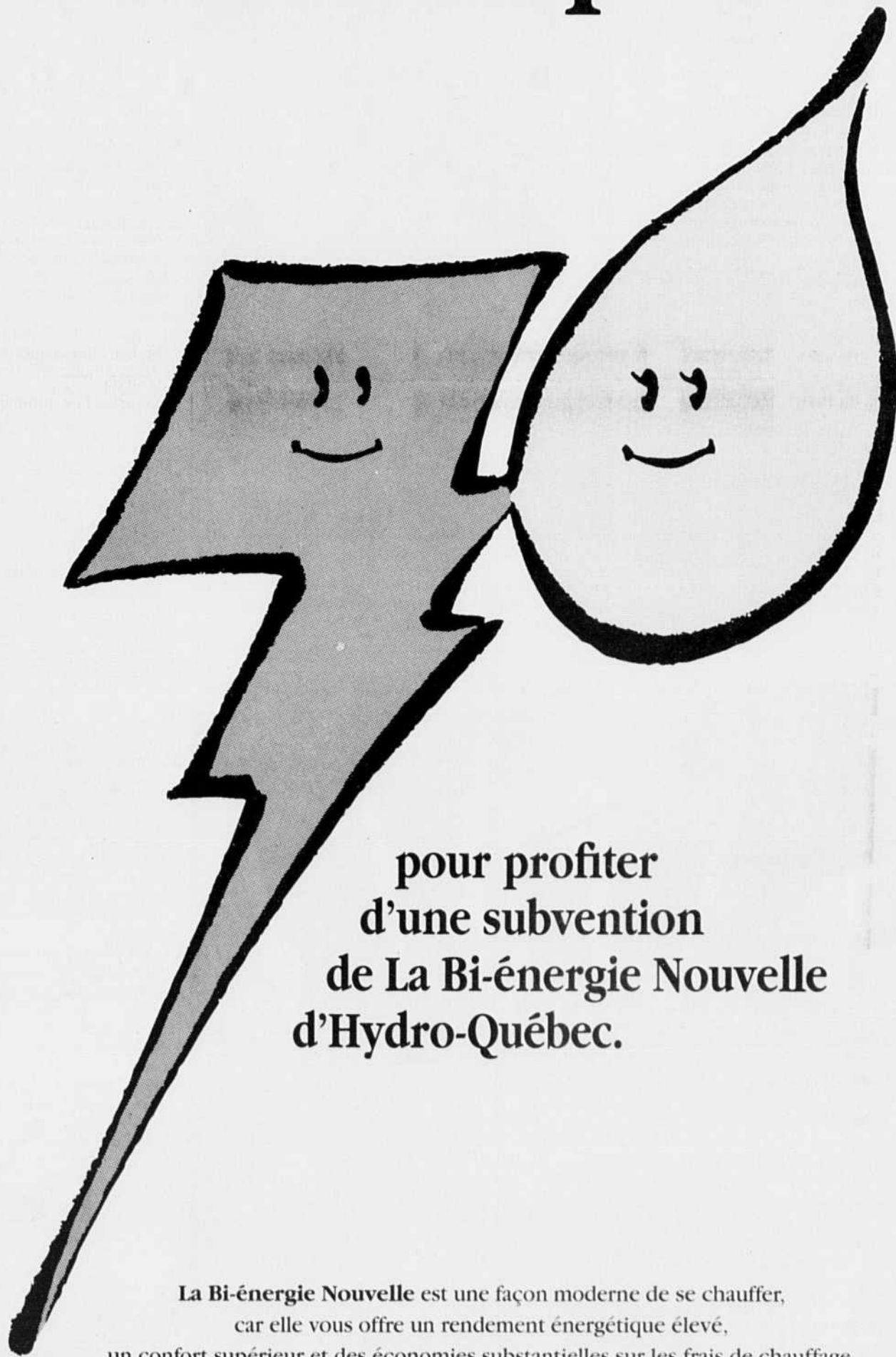
mains liés à l'entente commerciale, a-t-elle déclaré. Lorsque vos emplois ont été relocalisés au sud de la frontière canadienne, ce n'est pas seulement votre chèque de paie qui s'est envolé. La sécurité de vos familles et la dignité de vos communautés se sont aussi envolées.»

Le message de Mme McLaughlin est le suivant: «Nous ne sommes pas impuissants devant l'ALENA.»

«Nous pouvons négocier d'autres traités commerciaux que l'ALENA. Nous avons des produits et des ressources à offrir aux autres pays. Ces derniers ne sont pas des mères Teresa. Ils ne commerceront pas avec nous par charité.»

«Plusieurs gens pensent qu'il faut plier devant cette mauvaise entente. C'est faux. Il est possible de négocier des traités commerciaux qui prennent en compte l'impact sur les travailleurs et sur les communautés.»

Le 24 décembre, il sera trop tard...



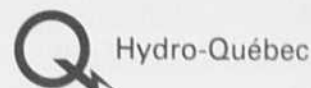
pour profiter
d'une subvention
de La Bi-énergie Nouvelle
d'Hydro-Québec.

La Bi-énergie Nouvelle est une façon moderne de se chauffer, car elle vous offre un rendement énergétique élevé, un confort supérieur et des économies substantielles sur les frais de chauffage.

Pour vous permettre de profiter de La Bi-énergie Nouvelle, Hydro-Québec vous offre, depuis 1991, des subventions intéressantes pour toute habitation unifamiliale et tout immeuble de deux à quatre logements. Faites comme plus de 100 000 Québécois et adhérez à la bi-énergie. Le programme de subventions se termine le 23 décembre 1993. Hâtez-vous, Noël arrive toujours plus vite qu'on pense.

Pour en savoir plus et pour profiter du programme La Bi-énergie Nouvelle d'Hydro-Québec, composez le

1 800 563-2111.



Le meilleur de nous-mêmes

LA MAISON des GALERIES
de SUZANNE
présente
sa collection
nouvelle
D'ART à PARTIR
PEINT PAR
BRUCE ROBERTS
VIEUX MONTRÉAL. 811.3541

LE DEVOIR

LE MONDE

La reconnaissance entre Israël et l'OLP

Rabin prêt à rencontrer Arafat

Washington renoue avec la centrale palestinienne

Dans la foulée du rapprochement historique entre les «frères ennemis» israélo-palestiniens, le président Bill Clinton a annoncé hier la reprise du dialogue avec l'OLP, suspendu il y a trois ans. Parallèlement, plus de 1000 personnalités du monde entier, parmi lesquelles probablement le président de la centrale palestinienne Yasser Arafat, pourraient assister à la cérémonie de signature de l'accord de paix Israël-OLP, prévue à la Maison-Blanche lundi.

D'APRES AFP ET REUTERS

Le premier ministre israélien, M. Yitzhak Rabin, a envisagé hier soir à la télévision une rencontre avec le chef de l'OLP Yasser Arafat quelques heures après la reconnaissance de la centrale palestinienne par son pays.

«Je ne m'interdis pas une rencontre avec Arafat (...) la question est de savoir quel pourrait être le but de la rencontre, l'endroit où elle pourrait avoir lieu», a ajouté M. Rabin.

«Mais je préfère qu'au début ce soient les responsables de l'OLP de l'intérieur et de l'extérieur qui s'assoient à une table avec l'armée pour discuter du plan (d'autonomie) qui doit être appliqué d'abord à Gaza et à Jéricho», a-t-il ajouté.

M. Rabin a également annoncé que le chef de la diplomatie Shimon Peres signerait lundi l'accord sur l'autonomie dans les territoires occupés à Washington. «J'ai décidé pour différentes raisons qu'il était préférable que la signature se fasse au niveau des ministres des Affaires étrangères et il en sera ainsi», a annoncé le Premier ministre.

«Nous allons continuer les négociations à Washington sur le conseil (d'autonomie), sur ses prérogatives, sur l'élection de ses membres et ainsi de suite», a poursuivi M. Rabin.

Justifiant la reconnaissance de l'OLP, le chef du gouvernement a souligné qu'il avait la «volonté d'essayer au moins une fois, et de façon sérieuse, de régler le problème palestinien-israélien (...) le moment est venu et le partenaire c'est l'OLP qui a renoncé à tout ce qui nous avait empêché de négocier avec elle auparavant».

«Je ne crois pas que l'autonomie implique automatiquement la création d'un Etat palestinien et il est très possible que si l'expérience (de l'autonomie) réussit et que si nous coexistons pacifiquement, nous trouvions des idées différentes (...) je suis contre un Etat palestinien entre Israël et le Jourdain», a-t-il poursuivi.

M. Rabin a affirmé n'avoir pris aucun engagement sur une éventuelle libération de tous les Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes.

Plus rien ne s'oppose à la signature lundi à Washington au cours d'une cérémonie que Bill Clinton veut la plus solennelle possible de l'accord entre Israël et l'OLP sur l'autonomie des Palestiniens dans les territoires occupés.

Cet accord, qui prévoit le retrait israélien rapide de Gaza et Jéricho a été approuvé la semaine dernière par Israël et le sera dans la soirée à Tunis par le comité exécutif de l'OLP, où le seul suspense reste l'ampleur de la majorité que Yasser Arafat obtiendra.

Pendant ce temps à Washington

Bill Clinton, qui a annoncé, dans la foulée du rapprochement israélo-palestinien, la reprise du dialogue entre Washington et l'OLP, suspendu en 1990 après un coup de main de fedayine contre Israël, a annoncé que tout était prêt pour la cérémonie de lundi.

Mais le président américain a laissé subsister une inconnue de taille en estimant qu'il revenait aux parties de



Yasser Arafat était partout hier, y compris sur un pylône électrique du camp de réfugiés Rashdiyeh, près de Tyr, ville portuaire du Sud-Liban.

choisir qui les y représenterait.

Par ailleurs, en dépit de manifestations de colère des colons et de la droite israélienne contre le président du Conseil israélien, un sondage publié hier dans le quotidien Yedioth Ahronoth montre que 57% des Israéliens soutiennent le rapprochement avec l'OLP, soit 4% de plus qu'il y a huit jours.

Dans les territoires occupés, pareillement, les Palestiniens semblent approuver le rapprochement et, symboliquement, les militants intégristes du mouvement Hamas n'ont pas réussi à entraîner les fidèles à manifester à la sortie de la prière du vendredi à la Mosquée Al Aqsa de Jérusalem.

Yasser Arafat a annoncé au médiateur norvégien Hans Joerg Holst qu'il lancerait, comme Israël le réclame avec insistance, un appel à l'arrêt de l'intifada après la signature de l'accord d'autonomie.

De son côté, Israël se serait engagé tacitement à geler les colonies de peuplement en Cisjordanie et à Gaza, à en croire Nabil Chaas, un des principaux négociateurs aux pourparlers de paix de Washington.

Les opposants à Yasser Arafat, auxquels vient de se joindre Farouk Kaddoumi, chef de la diplomatie de l'OLP, font valoir qu'Israël ne s'est pas engagé à quitter tous les territoires occupés et que c'est un leurre de renoncer à la violence tant qu'il ne donne pas cette assurance.

L'OLP exorcisé

Jérusalem (AFP) — La reconnaissance de l'OLP comme «le représentant du peuple palestinien» représente pour les Israéliens une véritable révolution psychologique.

Le premier à en convenir est le ministre des Affaires étrangères Shimon Peres. «Après une nuit de négociations sur les termes de la reconnaissance mutuelle, je suis sorti et j'ai pensé à la révolution que nous vivons et à celle que vivait l'OLP», devait-il confier aux députés travaillistes.

«Ne minimisez pas cela. Nous avons fait une grande révolution et ils ont fait une grande révolution», a-t-il insisté.

Car, derrière la reconnaissance de l'OLP, Israël «n'a pas reconnu une organisation mais un peuple, le peuple palestinien», affirme M. Eli Barnavi, le chef du département d'histoire de l'Université de Tel Aviv.

Pendant des décennies, Israël a nié l'existence même d'un peuple palestinien. L'ancien premier ministre travailliste Golda Meïr affirmait en 1970: «Un peuple palestinien? Connais pas». «Nous sommes le seul peuple ayant vécu sur la terre d'Israël sans interruption depuis quatre mille ans», déclarait il y a à peine trois ans le premier ministre Yitzhak Shamir, à la conférence de paix de Madrid. Par son intitulé même, l'OLP incarnait le diable aux yeux des Israéliens, puisque la «libération de la Palestine» impliquait la destruction de leur Etat.

Durant l'invasion israélienne du Liban en 1982, le chef d'état-major de l'époque Razaël Eytan parlait des combattants palestiniens comme de «cafards drogués» et le ministre de la Défense Ariel Sharon qualifiait Yasser Arafat de «créature avec des poils sur le visage».

Ce qui vient de se passer tient de «l'exorcisme», affirme le psychologue pour enfants Yokha Youval. «Tout nous poussait à penser qu'il s'agissait d'un démon».

Il s'agit d'un peuple sans Etat, les initiales de l'OLP signifient en hébreu «magicien» et on parlait de l'OLP qui vit à Tunis comme lorsqu'on parle aux enfants de la sorcière vivant dans la forêt», dit-il. En 1948, plus de 700 000 Palestiniens ont fui les combats lors de la première guerre israélo-arabe et se sont trouvés en exil. «Pour assurer l'existence de l'Etat et aussi par mauvaise conscience, la présence des anciens locataires a été effacée», note M. Youval.

En mettant son paraphe sur une lettre adressée au président de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Rabin a mis fin à ce vieux mythe formulé par un dirigeant sioniste, Max Nordau: «Une terre sans peuple pour un peuple sans terre». Faire la paix avec un pays arabe est nettement moins traumatisant pour Israël. «La Syrie, comme avant l'Égypte, a toujours été considérée comme un acteur légitime avec qui un jour ou l'autre, un traité de paix sera signé», explique M. Barnavi.

Que faire?

Les Palestiniens de Jordanie ne savent pas s'ils doivent quitter le royaume hachémite

JOCELYN COULON
ENVOYÉ SPÉCIAL

Amman — Dans un magasin de chaussures situé sur l'une des rues achalandées de l'élegant quartier de Shmeisani, à Amman, un des employés, Younis, finit par céder à mes incessantes questions sur un éventuel retour en Palestine. Younis est Palestinien. Ou plutôt, il est, comme des milliers d'autres, Jordanien d'origine palestinienne. Veut-il partir lorsque le nouvel Etat palestinien sera enfin une réalité?

«Peut-être, dit-il. Mais ici, je suis bien. J'ai un emploi et ma famille est bien intégrée même si mes parents sont originaires de Naplouse et parlent avec nostalgie de leur ville natale. Mais là-bas, de l'autre côté du Jourdain, personne ne sait vraiment comment cet Etat va fonctionner. Je vais sans doute attendre».

Younis se considère comme un Jordanien à part entière. Mais pour des milliers d'autres personnes qui détiennent un passeport jordanien depuis des décennies, la Palestine pourrait bien être leur prochain foyer.

«Depuis 1948, la Jordanie a accueilli plus d'un million de Palestiniens qui forment aujourd'hui plus de 50% de la population du pays, dit un policier jordanien d'origine palestinienne. Certains veulent retourner, mais je pense que la majorité va rester ici».

Selon les termes de l'accord israélo-palestinien rendu public la semaine dernière des négociations doivent s'ouvrir entre Israël et l'OLP pour le retour des réfugiés palestiniens. Seulement en Jordanie, il y en aurait 300 000, mais ce chiffre ne comprend que les réfugiés arrivés dans le pays après 1967.

Pour le docteur As'ad Abdul-Rahman, directeur de la Fondation Abdul Hameed Shoman, il n'est pas évident que les Palestiniens de Jordanie retourneront en Palestine.

«Les conditions économiques ne sont pas les mêmes, dit-il. La reconstruction de la Palestine va prendre beaucoup de temps et les nouvelles autorités palestiniennes ne pourront pas accueillir des centaines de milliers de nouveaux venus en quelques années. Ce sera un processus de longue haleine». Certains, comme Abdul-Rahman, estiment que la meilleure solution est celle qu'a toujours préconisé le roi Hussein: une confédération jordanio-palestinienne.

«Je pense que c'est la direction qu'il faut prendre, dit-il. Après une période d'autonomie, les Palestiniens du nouvel Etat devraient entreprendre des négociations avec Amman dans le but de former cette confédération qui permettrait de créer un bloc économique plus fort que deux petits Etats indépendants».

Abdul-Rahman estime que cela est à l'avantage de la Jordanie. Il fait remarquer que l'accord israélo-palestinien prévoit des liens économiques très étroits entre Israël et la future Palestine ce qui pourrait marginaliser la Jordanie.

Mais d'autres observateurs font remarquer qu'une confédération jordanio-palestinienne pourrait amener à la Jordanie et à son régime des problèmes économiques et politiques. «Pourquoi la Jordanie chercherait-elle des liens plus étroits avec une Palestine qui va hériter des énormes problèmes sociaux et économiques de l'occupation israélienne, dit un diplomate occidental. Voyez la situation dans la bande de Gaza avec ses 750 000 habitants qui vivent dans une pauvreté incroyable».

Politiquement, la confédération jordanio-palestinienne risquerait de déstabiliser le régime. Les Palestiniens, qui formeraient l'écrasante majorité de la population de cette confédération, pourraient contester l'autorité du régime hachémite et de sa bureaucratie. Une situation qui pourrait ressembler à celle qu'a connue le pays en 1970.

Abdul-Rahman et plusieurs politiciens jordaniens d'origine palestinienne ne pensent pas qu'une telle situation pourrait survenir. Et pourtant. De nombreux Jordaniens de souche s'opposent au concept de la confédération et réclament la poursuite de la jordanisation du pays. Une jordanisation commencée en 1970 et qui déjà coupe le pays en deux.

Malgré le fait que la Jordanie ait accueilli avec générosité plus d'un million de réfugiés palestiniens, ceux-ci n'ont jamais été totalement intégrés. Aujourd'hui, le secteur public — pouvoir politique, bureaucratie et armée — est entièrement dominé par les Jordaniens de souche alors que le secteur privé est aux mains des Palestiniens.

Cette fracture est lourde de conséquences pour l'avenir d'une future confédération jordanio-palestinienne.

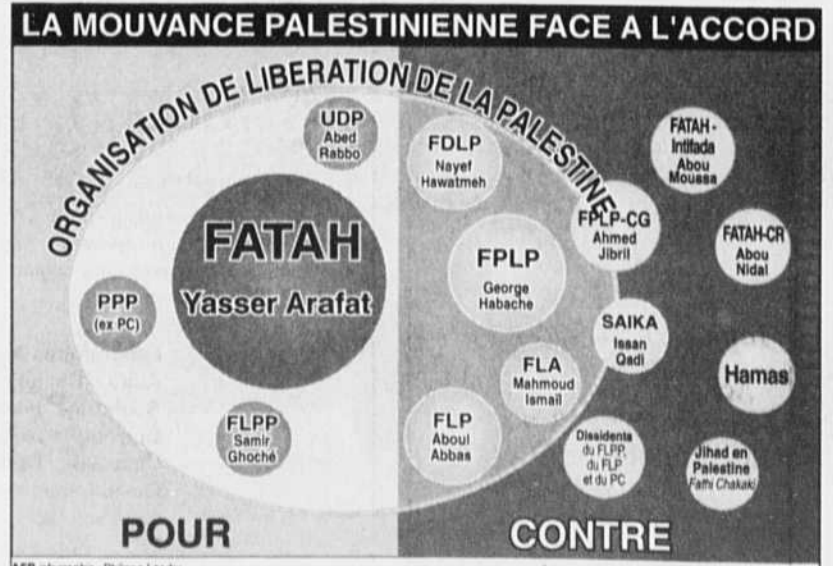
«La confédération va nécessiter de grandes réformes en Jordanie», dit ce politicien d'origine palestinienne. Sinon, les deux Etats resteront indépendants et je ne suis pas certain que cela sera pour le mieux».

L'exécutif de l'OLP menacé dans son existence

Tunis (AFP) — Fragilisé par l'annonce hier de la défection de deux mouvements importants (FPLP et FLDP) et la fronde des opposants à Yasser Arafat, l'exécutif de l'OLP est menacé dans son existence, estime-t-on à Tunis.

Après la démission spectaculaire, fin août, de l'écrivain Mahmoud Darwiche, suivie par celle du représentant de l'OLP au Liban, Chafic al-Hout, les deux principaux mouvements de la centrale palestinienne aux côtés du Fatah — les fronts démocratique et populaire de libération de la Palestine (FDLP de Nayef Hawatmeh et FPLP de Georges Habache) — ont annoncé leur retrait du comité exécutif de l'OLP.

Ces deux mouvements ont conjointement appelé dans un communiqué daté d'Amman (Jordanie) toutes les forces nationales et islamiques ainsi que les personnalités palestiniennes à se coaliser pour faire échouer l'accord sur une autonomie dans la bande de Gaza et Jéricho. Dans les milieux palestiniens, on se demande néanmoins si cette séance ne risque pas d'être une des dernières du «gouvernement en



AFP photograph - Philippe Landry

exil», du moins sous sa forme actuelle. Sur les 18 membres élus par le CNP (Conseil National Palestinien-parlement en exil), quatre n'en font plus partie, et un, le père Elia Khoury, est invalide, ne participant donc plus aux réunions. Parmi les membres actifs encore en fonctions, M. Farouk Kaddoumi — chef du département politique (affaires étrangères) de l'OLP et membre de cette instance — n'a pu que faire le constat amer de l'échec de ses efforts pour infléchir la «ligne douce» prônée par Yasser Arafat, pressé de signer l'accord sur l'autonomie, après l'avoir fait pour la reconnaissance de l'Israël.

SOLENO, BOMBARDIER INC GROUPE MATÉRIEL DE TRANSPORT et CANADIAN AIR LINES présentent

vivez le

MEXIQUE

à Montréal

DU 7 AU 12 SEPTEMBRE
Semaine culturelle mexicaine.

Le Gesu
7, 9, 10, ET 11 SEPTEMBRE

Place des Nations
(Métro Île Sainte-Hélène)
12 SEPTEMBRE, 14h30 à 19h30
Célébration de l'indépendance mexicaine et grande fête populaire.

INFORMATIONS: (514) 861-4036 • 1-800-263-0903

Nous remercions également: TÉLÉGLOBE CANADA, BELL HELICOPTER, BANQUE NATIONALE DU CANADA, LE DEVOIR, SIRTEC, AMF, CORONA, CONSTRUCTION SOTER, ROCHE ASSOCIÉS, GROUPE LACTEL, BANQUE SCOTIA, MONENCO, SOCIÉTÉ DE L'ÎLE NOTRE-DAME, VILLE DE MONTRÉAL, LES CAISSES POPULAIRES DESJARDINS, CONSULADO GENERAL DE MEXICO EN MONTREAL, ASSOCIATION CULTURELLE XOCHIPILLI.

LE MONDE

EN BREF

FEUX EN CROATIE

Zagreb (Reuter) — Les Serbes de l'enclave de la Krajina ont durement répliqué hier à l'offensive croate de la veille en bombardant des localités de Croatie, tandis que le bastion serbe de Banja Luka (Bosnie septentrionale) était le siège d'une mutinerie. Devant la violence des bombardements, l'Onu a décidé de suspendre les départs de convois qui, en partance de Zagreb pour les «zones protégées» de Bosnie, devaient passer par Karlovac.

ÉLECTIONS ET RETOUR

Lagos (AFP) — M. Moshood Abiola, chef de l'opposition nigérienne qui se trouve actuellement à Londres, a décidé de reporter son retour prévu pour ce week-end, apprend-on de très bonne source hier soir à Lagos. Un proche de M. Abiola a indiqué que ce report avait été décidé après «des tractations à haut niveau» et qu'un communiqué relatif à ce sujet serait diffusé par la présidence nigérienne. On indique de même source que la date du 19 février 1994, annoncée hier pour les prochaines élections municipales et présidentielle — ne peut être acceptée par la majorité du Parti social démocrate (SDFP - progressiste). Moshood Abiola, candidat du SDFP, avait annoncé avoir remporté l'élection présidentielle du 12 juin dernier, annulée par les militaires.

LE PAPE ET LA LANGUE

Tallinn (AFP) — Le pape Jean Paul II a affirmé hier que la langue nationale «ne doit pas être une barrière séparant» les communautés ethniques, en s'adressant aux intellectuels de l'Estonie, pays où la question linguistique divise estoniens et russophones. La minorité russe (38%) en Estonie ne parle généralement pas l'estonien, une langue difficile proche du finnois. Ceux qui veulent obtenir la citoyenneté estonienne doivent passer un test de langue, ce qui constitue pour certains un obstacle. Le pape, qui, par delà l'Estonie, abordait un problème touchant différents pays en pleine renaissance nationale, a ajouté: «il s'agit de cultiver ce qui distingue sans oublier ce qui unit les êtres humains. Il revient aux intellectuels de faire cette indispensable synthèse. La langue doit être un instrument d'identité, non une barrière de séparation.»

SIHANOUK MALADE

Phnom Penh (Reuter) — Le prince Norodom Sihanouk a annoncé hier depuis Pékin qu'il souffrait d'une tumeur au rectum et qu'il ne serait pas en mesure de revenir au Cambodge avant d'avoir subi une intervention chirurgicale. «Ce nouveau problème de santé s'ajoute à mes précédents problèmes, notamment le durcissement de mes petites et grandes artères. Je dois donc suivre un traitement à Pékin», précise le prince dans un communiqué adressé au Palais royal de Phnom Penh.

CELLULE ANTI-RACISTE

Paris (AFP) — Une cellule nationale de lutte contre le racisme vient d'être créée en France, à l'initiative du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, a annoncé hier M. Patrick Gaubert, membre du Cabinet du ministre et futur coordonnateur de cette instance. La cellule sera chargée d'une part de «la prévention contre le racisme et se réunira à cet effet tous les trimestres», a précisé M. Gaubert.

SOLEIL, TROIS FOIS

Paris (AFP) — L'avion Concorde va fêter cette année la nuit du Nouvel An, autour du monde dans le sens Est-Ouest, après avoir commémoré en octobre dernier — dans l'autre sens et en 32 heures 49 minutes et 8 secondes — la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. L'avocat américain Donald Pevsner, qui a donné les détails de ce voyage hier au cours d'une conférence de presse à Paris, est une fois encore à l'origine de cette idée un peu folle qui consiste à voir le soleil se coucher trois fois en environ 32 heures et à faire sauter, à chaque disparition de l'astre derrière l'horizon, quelques bouchons de champagne.

NOURAIE

Tapis de Perse de Qualité

Achetez directement de l'importateur et réalisez des économies sur l'achat de tapis persans ou pakistanaï.

Service de nettoyage et réparation disponible.

Centre Rockland
344-8556

Place Bonaventure
879-9176

Le Congrès résonne de critiques contre la présence US en Somalie

L'ONU répond aux accusations de massacre

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a rejeté hier sur le chef de guerre somalien Mohamed Farah Aïdid la responsabilité du carnage de la veille à Mogadiscio, qui a fait des dizaines de victimes parmi des femmes et des enfants. M. Boutros-Ghali a réaffirmé que le processus de désarmement menée d'une poigne de fer par les Nations unies se poursuivait «malgré les difficultés».

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Les vacances parlementaires à peine achevées, le Congrès résonne de critiques et la pression monte contre la présence militaire américaine en Somalie, au centre d'un débat qui divise ouvertement le Sénat et que le Pentagone tente d'apaiser.

L'offensive parlementaire a pris la tournure d'un conflit ouvert dès mercredi, lorsque le président de la très influente commission des Appropriations, le sénateur démocrate de Virginie Occidentale Robert Byrd, a introduit un amendement dans la discussion sur le budget 1994, qui donnerait au Congrès rien de moins que le pouvoir d'opposer son veto à une éventuelle poursuite de l'opération.

M. Byrd estime en effet que le but affiché par la Maison-Blanche en décembre dernier au début de l'opération — recours à la force à des fins exclusivement humanitaires, en l'occurrence permettre de nourrir la population — est rempli depuis longtemps.

«Je ne suis pas prêt à lâcher des milliards de dollars et mettre des troupes en mauvaise posture pour une mission mal conçue par l'ONU», réplique le sénateur qui compare les factions somaliennes à des gangs de délinquants, et ajoute préférer voir l'armée restaurer l'ordre dans les rues américaines plutôt que somaliennes. Le coup de colère de M. Byrd n'est pas isolé: Colin Powell et le secrétaire à la Défense Les Aspin sont déjà intervenus à plusieurs reprises pour rassurer le Congrès qui s'inquiète de plus en plus de voir l'opération s'enliser. Pour les États-Unis, le bilan de l'opération «Rendre l'Espoir» s'élève à sept soldats tués, dont quatre lors de l'explosion d'une mine, le 8 août.

C'est surtout l'escalade en cours, avec des fusillades où sont mêlés des civils, qui inquiète les parlementaires: «Le déploiement en Somalie a grandi, grandi, grandi et je ne sais plus vraiment ce qu'est cette mission», déclarait récemment un autre sénateur influent, Sam Nunn, président de la commission des forces armées, et lui aussi démocrate, le parti du président Clinton. M. Nunn est allé jusque demander, le 31 août dernier, un réexamen de l'opération. Somalie-l'Onu répond aux accusations de massacre



Le calme était revenu hier en fin d'après-midi dans le sud de Mogadiscio, où de violents combats interclaniques ont eu lieu pendant une grande partie de la journée, faisant plusieurs morts et blessés.

Par ailleurs, les forces des Nations unies, accusées de la mort d'une centaine de Somaliens, ont assuré hier qu'elles tentaient d'épargner le plus possible les civils mais qu'elles considéraient comme combattant quiconque se trouvait impliqué dans une agression.

«Dans une embuscade, il n'y a pas place pour des spectateurs», a déclaré le major américain David Stockwell, porte-parole de l'Onusom II (Opération des Nations unies en Somalie) au sujet d'un incident jeudi près de Mogadiscio au cours du-

quel un casque bleu a été tué et huit ont été blessés. Des responsables de l'Onu ont déclaré qu'au vu des premiers rapports, ils ne pouvaient confirmer les informations des Somaliens selon lesquelles des hélicoptères venus à la rescousse de la patrouille de l'Onu tombée dans une embuscade avaient causé la mort d'une centaine de civils.

Colloque de Montréal sur le désarmement

L'industrie militaire se porte toujours bien

CLÉMENT TRUDEL
LE DEVOIR

L'apogée des dépenses militaires dans le monde (1000 milliards de dollars) se situe en 1987; ce qui représentait à l'époque 5% des ressources de la planète. Depuis, la fin de la guerre froide aidant, ces dépenses militaires sont en révision à la baisse.

En quatre ans, Washington diminue son budget de défense, de 300 milliards à 265 milliards de dollars. Mais en 1991, on recense tout de même 47 millions d'individus rétribués directement par des budgets militaires.

Il n'empêche, signalait hier à Montréal Seymour Melman, président de la Commission américaine pour la reconversion économique et le désarmement, que pour 100 \$ consacrés à des fins civiles, les États-Unis - fin des années 80 - dépensent 50 \$ pour des fins militaires, là où l'Allemagne n'en consacrait que 18\$ et le Japon, 4\$.

Auteur de huit livres dont *The Demilitarized Society* publié par la maison d'édition montréalaise Harvest House, le professeur Melman donnait le coup d'envoi, hier, à un colloque international consacré au défi de l'emploi dans la reconversion des industries militaires.

Pour Melman, le complexe militaro-industriel américain ne démord pas facilement: il cite le fait que le laboratoire nucléaire de Los Alamos a un budget qui représente 150% de celui du MIT et que, dans le passé, on a vu le président Lyndon Johnson verser à son programme de Great Society à peine 8% des sommes consacrées à la guerre du Vietnam.

Organisé par la CSN et par le Groupe de recherche sur l'industrie militaire, de l'UQAM, ce colloque se poursuit aujourd'hui par des exposés et des débats sur la situation dans maints pays européens, dans l'ex-URSS, après avoir exploré les horizons français, belges et brésiliens.

Le maire de Montréal, M. Jean Doré, s'est dit d'avis qu'il y a de l'intérêt national du Québec et du Canada de se préoccuper de la reconversion d'industries qui pour l'instant, représentent dans la grande région de Montréal de 20 à 24% de la recherche & développement. M. Doré croit que le «voile du silence» qui entoure ici ce thème doit être levé et qu'il faut abandonner les débats qui occultent le fond du problème, telle la discussion sur la répartition des contrats de défense.

Pour l'ensemble du continent, a rappelé hier le professeur Yves Bélanger (UQAM), les États-Unis représentent 97% du «marché militaire», le Canada 2,5% et le Mexique 0,5%.

On s'entend pour affirmer que, où que ce soit, la reconversion doit reposer sur un effort concerté pour faire bouger les gouvernements.

Le colloque se termine aujourd'hui avec l'examen de quelques cas québécois, de l'ex-URSS et de la Grande-Bretagne où la société Lucas fut l'une des premières à réussir sa reconversion.

LIBRAIRIE
LE BOUQUIN

Nous vendons les publications du gouvernement du Québec:
-lois, règlements
-livres administratifs, techniques
-livres d'art, etc.

Commandes téléphoniques acceptées.

395, Boul. Cartier, Laval (Québec) H7N 2K8

Tél.: (514) 688-6036 Fax: (514) 688-8844

CONCESSIONNAIRE DES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

McGill Université de Montréal

Le Département d'oncologie de l'Université McGill et le Réseau inter-hospitalier de cancérologie de l'Université de Montréal (RICUM) désirent remercier les organisations suivantes pour leur généreuse contribution à titre de subsides à l'éducation médicale en 1992-1993:

Laboratoires Adria du Canada Ltée
Ciba-Geigy Canada Ltée
Glaxo Canada Inc.
Janssen Pharmaceutica
Merck Frosst Canada Inc.
Sandoz Canada Inc.
Schering Canada Inc.
Hôtel Quatre Saisons

Ces fonds ont permis aux deux universités de lancer une série conjointe de conférences éducatives en cancérologie à Montréal par des professeurs invités de renommée mondiale.

Dr Bart Barlogie
Dr William Brietbart
Dr Derek Crowther
Dr Judah Folkman
Dr Louis Harrison
Dr Brian Issell
Dr John Jessup
Dr Jean Klasterky

Dr Phillip Koeffler
Dr Larry Kun
Dr Bruce Minsky
Dr David Parkinson
Dr Russell Portenoy
Dr Abram Recht
Dr Richard Schilsky
Dr Alan Turnbull

McGill Université de Montréal

Le Département d'oncologie de l'Université McGill et le Réseau inter-hospitalier de cancérologie de l'Université de Montréal (RICUM) désirent remercier les organisations suivantes pour leur généreuse contribution à titre de subsides à l'éducation médicale en 1993-1994:

Laboratoires Adria du Canada Ltée
Amgen Canada Inc.
Boehringer Ingelheim (Canada) Ltée
Burroughs Wellcome Inc.
Ciba-Geigy Canada Ltée
Glaxo Canada Inc.
Janssen Pharmaceutica
Laboratoires Lederle
Merck Frosst Canada Inc.
Rhône-Poulenc Rorer Canada Inc.
Sandoz Canada Inc.
Schering Canada Inc.
Hôtel Quatre Saisons

Ces fonds permettront encore cette année aux deux universités d'organiser une série de conférences par des professeurs invités en cancérologie de renommée mondiale.

ÉPARGNEZ
JUSQU'À **50%**

DU 11 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE

LA GALERIE ART SELECT INC.
6810, ST-DENIS, MONTRÉAL
273-7088 H2S 2S2

Des meubles-copies du XIX^e signés:
B. FORESTIER (Patine antique)
&
LA RENNAISE (Patine semi-antique)

OBJETS DÉCORATIFS & LAMPES

SERVICE D'AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR

Financement disponible

LA VILLE RÉCYCLE VOS DÉCHETS DANGEREUX

La peinture, les solvants, les piles, les huiles et autres déchets domestiques dangereux (DDD), on doit s'en débarrasser adéquatement. C'est pourquoi la Ville de Montréal met à votre disposition un service permanent de collecte des DDD. Vous n'avez qu'à apporter vos déchets dangereux à l'un des points de collecte près de chez vous et nous nous chargeons du reste. Sachez que vous pouvez aussi vous défaire de vos vieux vêtements. Apportez-les à un point de collecte avec vos DDD. Nous les recyclons!



Ahuntsic - Cartierville : 16, 17, 18 sept.
Cour de la voirie municipale
388, rue de Port-Royal
(angle Saint-Denis, près du métro Sauvé)

Plateau-Mont-Royal - Centre-Sud : 23, 24, 25 sept.
Cour de la voirie municipale
5425, rue de Mentana (au nord de Saint-Grégoire,
entre Saint-Hubert et Christophe-Colomb)

Sud-Ouest : 30 sept., 1^{er} et 2 oct.
Stationnement du parc Angrignon
(entrée par le boul. de la Vérendrye,
à l'ouest du boul. des Trinitaires)

Côte-des-Neiges -
Notre-Dame-de-Grâce : 7, 8, 9 oct.
Cour de la voirie municipale
6900, rue Darlington

Les jeudis et vendredis de 12 h à 20 h.
Les samedis de 8 h à 16 h.

Votre arrondissement, c'est aussi... l'environnement.



Ville de Montréal

Montréal en harmonie
Je m'en mêle

É D I T O R I A L

Restrictions mentales

Lise Bissonnette

Vieille de trois jours, la campagne électorale paraît avoir déjà cent ans. Elle se ressent cruellement de l'éternel mépris qu'ont les organisations politiques pour l'intelligence des électeurs. Aux mensonges d'autrefois, on a simplement substitué la restriction mentale, en espérant tromper un électoral un peu plus averti. La franchise sera la denrée la plus rare des prochaines semaines.

La volonté d'induire le client en erreur sur la valeur de la marchandise était déjà présente dans l'assaut de «styles» entre libéraux et conservateurs. Il y a méprise quand un parti au pouvoir croit devoir présenter la première ministre comme une ancienne danseuse de twist et une accorte cuisinière de hamburgers. D'une intellectuelle de quarante-six ans qui a choisi de faire carrière en politique, l'électorat n'attend pas qu'elle puisse rivaliser avec quelque reine du showbiz en lutte perpétuelle contre l'outrage des ans. La même méprise a cours quand le parti d'opposition voit là un duel à finir, et oblige son chef à porter une chemise de rocker ou à risquer l'infarctus en canotant, en courant, en soulevant de lourds poids. D'un politicien professionnel de soixante ans qui aspire aux plus hautes fonctions, l'électorat n'attend pas qu'il passe le test d'admission au camp d'entraînement des Expos. Et nul n'exigeait de madame Sheila Copps, en gage de la jeune dextérité qui manque à son chef, qu'elle se livre à la traite des vaches et au saut en «bungy», comme elle le faisait récemment dans la vieille capitale. Toutes ces stupidités imagièrises sont conçues à partir de la perception débiliteuse que les partis se font de l'électeur: à leurs yeux, il n'est rien d'autre qu'un gobeur d'illusions.

Le temps des pitreries préliminaires étant terminé, la campagne s'engage à partir des mêmes prémisses. L'électeur, se dit-on, est incapable de voir plus loin que le bout d'une phrase bien maquillée.

Cela donne, au Parti conservateur, des affirmations à moitié vraies, donc à moitié fausses, sur sa priorité absolue qu'est la réduction du déficit. Si le PC tient absolument à faire disparaître des comptes publics ces trente milliards et plus qui aggravent chaque année la faillite canadienne, c'est effectivement possible. Mais madame Campbell ne peut l'affirmer sans reconnaître immédiatement qu'elle sa brera dans l'essentiel, dont les programmes sociaux. Et sans reconnaître que le chômage grimpera substantiellement en raison de ces compressions assassines.

Elle n'est donc pas «franche», comme le prétend son entourage, quand elle refuse de prévoir une atténuation du chômage avant le tournant du siècle, et quand elle rend la conjoncture mondiale responsable du problème. Elle décrit les effets négatifs de ses propres politiques radicales, et elle en réfère la maternité au reste de la planète. Et elle prend encore ses interlocuteurs pour des imbéciles quand elle présente les coupures dans les programmes sociaux comme un tout dernier recours, auquel elle arriverait «peut-être». Trente milliards à expulser des dépenses récurrentes, ça ne se trouve pas ailleurs que

dans les services.

Les calculs inachevés et inachevables sont semblables dans le camp libéral qui lui, promet de l'emploi dans l'immédiat. M. Chrétien annonçait hier un vieux classique, un programme de travaux publics d'une valeur de six milliards répartis sur deux ans. De ces six milliards, quatre devront provenir, à part égale, des municipalités et des provinces. Le PLC ne peut garantir que ces administrations sont consentantes, qu'elles accepteront d'investir dans son projet, qu'elles trouveront les sommes suffisantes. Et il ne veut pas dire dans quelles coupures de programmes il trouvera la part fédérale. Mais son omission lui permet de gonfler par trois sa promesse. Comme elle lui permet de faire miroiter la disparition de la malheureuse taxe sur les produits et services (TPS) qui sera remplacée par une autre, indéfinissable tant qu'on ne l'aura pas négociée avec les provinces. Comme pour les travaux publics, les provinces n'ont pas été consultées, elles ignorent tout de cette taxemiracle, mais leur collaboration est présentée comme une certitude.

Les partis ont une perception débiliteuse de l'intelligence des électeurs.

Nul besoin d'être grand gourou de la politique pour avoir reconnu, dans les restrictions mentales conservatrices, la ferme détermination de madame Campbell. Son gouvernement continuerait à donner priorité absolue à la lutte à l'inflation, et accélérerait la lutte au déficit, sans égard à ses effets sur l'emploi.

Nul besoin d'être voyant pour avoir reconnu, dans les restrictions mentales libérales, le retour au naturel. Monsieur Chrétien stimulera l'économie avec de l'argent emprunté aux prochaines générations, et dictera leurs priorités et leur conduite aux provinces.

Il est certes terminé le temps où les partis pouvaient promettre une chose en se préparant à faire carrément le contraire (ridiculiser par exemple le gel des prix et des salaires, comme Pierre Trudeau l'avait fait pour gagner l'élection de 1974, et l'imposer quelques mois plus tard; ou vilipender le libre-échange, comme Brian Mulroney le faisait en 1984, pour en faire le centre de sa politique avant la fin de ce premier mandat). Le scepticisme ambiant interdit ces tromperies. Mais la pratique des omissions calculées n'est pas moins menteuse.

Il faut espérer qu'elle se retourne vite contre ses auteurs. Car quoi qu'on dise de l'indifférence de l'électorat, elle n'est plus ce qu'elle était. Le niveau d'information va croissant, et les grands débats de la campagne référendaire, encore fraîche au souvenir, ont examiné à la loupe les maux canadiens, dont les maux économiques. Les citoyens peuvent être distraits, ennuyés, désabusés; ils ne sont peut-être plus aussi manipulables.

S'ils veulent passer pour des gens de leur époque, en pleine forme, les politiciens devront commencer par avoir le souffle d'achever leurs raisonnements. Voilà qui serait vraiment impressionnant.

L E T T R E S

Campagnes de peur

Dans une lettre datée du 1er septembre, le professeur Michel Lebel critique fortement les résolutions adoptées récemment par le Parti québécois quant aux droits des citoyens anglophones dans un Québec indépendant.

M. Lebel déplore qu'un tel geste se soit longuement fait attendre, ce qui semble à ses yeux en diminuer l'importance. Mais n'est-ce pas justement cette même attente, qui sans pour autant justifier le «pavoisement», permet d'y voir l'émergence d'un discours allant dans le sens du partenariat et du rapprochement avec les anglophones? De plus, le simple fait qu'il y ait eu des débats et désaccords sur cette question, de même qu'une marginalisation claire et nette des «ultras», démontre une fois de plus que le PQ et le mouvement nationaliste lui-même, ne sont pas cette masse monolithique que certains aiment bien se représenter. On se prend même parfois à rêver d'une pluralité d'opinions comparable chez nos compatriotes anglo-québécois.

Ce qui m'amène au reproche que fait M. Lebel au PQ d'avoir pris en considération «l'opinion publique internationale» dans le cadre de sa réflexion. Faut-il pourtant lui rappeler que ce sont les leaders et médias anglo-québécois eux-mêmes qui usent de cet argument depuis deux décennies, et ce, jusque devant l'ONU? Faut-il aussi rappeler qu'après le Congrès du PQ, M. Robert Keaton, président d'Alliance Québec, menaçait de se servir de cette fameuse opinion dans l'éventualité où les choses ne se passeraient pas comme il le désire?

Cela rappelle d'ailleurs une autre position du même organisme qui, après avoir passé 11 ans à réclamer le droit à l'affichage bilingue comme symbole d'acceptation et de reconnaissance, nous dit que ce sont maintenant les écoles qu'il lui faut. Bref, si l'on se doit de demeurer critique et vigilant

vis-à-vis du PQ, du nationalisme québécois — voire même du fédéralisme — il y a lieu de s'interroger sur la réaction d'Alliance Québec qui dénote une volonté évidente de remettre en branle les bonnes vieilles campagnes de peur. Si le «partenariat» est un concept fertile et prometteur, il tombe sous le sens qu'il ne peut se faire qu'à deux. Mais il sera toujours temps pour Alliance Québec de débattre et de se réviser comme l'a fait le PQ.

Josée Legault
Science politique, UQAM
Montréal, 1er septembre 1993

Démocratie et idéologie

On se souviendra peut-être que le régime militaire répressif d'Algérie a empêché l'entrée des islamistes au pouvoir après qu'ils eurent gagné majoritairement au premier tour de scrutin des élections algériennes, avec les deux tiers des votes, en janvier 1992. Ce régime a depuis emprisonné des milliers d'activistes islamiques.

LE DEVOIR (23 août 1993) a qualifié la promotion récente de Rédha Malek au poste de premier ministre d'Algérie de «dernier espoir de ceux qui croient encore à la démocratie». Le peuple algérien a choisi un groupe dirigeant et on lui en impose un autre. Quelle est votre définition de la démocratie? LE DEVOIR écrit: «L'objectivité, c'est la logique et la réalité, telle qu'elle est. Tout le contraire, quoi, de la mystique islamiste, de son intolérance.» Cette critique se veut l'imagination de son auteur et non une consciencieuse étude du Coran, le livre fondamental des musulmans, qui reflète leurs croyances. Voici comment le Coran somme ses lecteurs.

«Et que la haine pour un peuple ne vous incite pas à être injustes. Pratiquez l'équité: cela est plus proche de la piété. Et ne poursuivez pas ce dont tu n'as aucune connaissance. C'est nous ou bien vous qui sommes sur une bonne voie, ou dans un égarement mani-

feste.» Ce dernier verset explique l'absence de l'objectivité. Il invite le lecteur à avoir l'ouverture d'esprit permettant de prendre connaissance de tous les aspects d'une situation et à poursuivre ce qui est juste.

Je me demande si les pays «démocratiques» prennent vraiment part à la propagation de la démocratie ou s'ils veulent propager leur idéologie prédominante et leur style de vie.

Diane Boulanger
Toronto, 24 août 1993

La souque-à-l'école

Dans son éditorial intitulé «La souque-à-l'école» (LE DEVOIR, 28 août 1993), Lise Bissonnette fait fausse route. Elle attribue à l'école publique les objectifs suivants: «L'école doit donner à chacun selon ses besoins, et tenter par toutes les façons d'amener les enfants à maturité avec un bagage équivalent, sans égard à leur condition d'origine.» Elle ajoute: «Si l'organisation scolaire commence à se fonder plutôt sur la différence des talents (...), l'idéal même de l'école publique est sabordé.»

L'école doit en effet accorder à tous l'égalité des chances. Toutefois, comme la nature n'a pas accordé à tous les êtres humains des talents (ou capacités) égaux, il est illusoire de rechercher des «bagages équivalents» en fin de processus. Viser une telle cible équivaut encore une fois à niveler par le bas puisque seul le dénominateur commun est accessible à tous.

Au contraire, l'école publique a la responsabilité sociale de faire en sorte que tous les citoyens développent leurs talents jusqu'à leur maturité, ce qui veut dire que certains accumuleront des bagages plus grands que d'autres.

La tendance historique de l'école québécoise à favoriser le minimum acceptable au nom de la démocratisation est une erreur de parcours.

Benoît Gauthier
Hull, 29 août 1993

PENDANT CE TEMPS-LÀ À QUÉBEC



Le Bloc mêle les cartes

La vie est bien faite. Au moment où l'horizon électoral s'éclaircit et où tout devient prévisible, trop prévisible même, voici que le Bloc québécois prend sur lui de mêler les cartes. Nous n'en sommes qu'à quelques jours de campagne et déjà les questions se pressent aux portes.

Il y a d'abord le pourquoi stratégique de ce parti. M. Bouchard nous l'a expliqué à de nombreuses reprises, mais un parfum de mystère demeure.

J'ai beau regarder l'affaire sous toutes ses coutures, je n'arrive toujours pas à comprendre en quoi le Bloc pourra faire avancer la cause de la souveraineté d'ici l'année prochaine.

En effet, se trouve-t-il un seul électeur québécois qui risque d'être convaincu d'appuyer le Parti québécois et la souveraineté après avoir été convaincu de voter au préalable pour le Bloc?

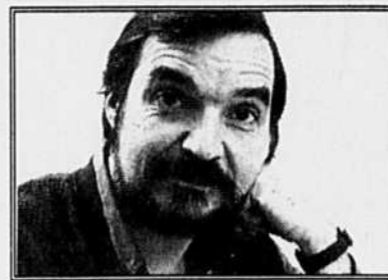
S'il existe, j'aimerais bien le connaître car cet individu se situe en dehors de toute logique électorale.

Ceux qui vont voter pour le Bloc sont déjà à peu près certains d'appuyer le PQ, alors à quoi bon leur offrir l'occasion de dire publiquement ce que nous savons déjà et qu'ils auront la chance d'affirmer de nouveau lors de la consultation provinciale?

Ce sont les autres électeurs qui devraient intéresser le Bloc et ceux-là ne risquent pas d'être attirés par les discours souverainistes de Lucien Bouchard.

Il existe un segment important de l'électorat québécois, environ 25% selon les enquêtes, qui serait tenté par le PQ, mais qui, pour toutes sortes de raisons, hésite à le faire. Le jour des élections, ces éternels hésitants choisissent tantôt un tiers-parti, tantôt de rester chez eux.

Les raisons pour lesquelles cet électoral «naturel» hésite à faire le grand saut sont bien connues: certains n'aiment pas le chef, d'autres sont craintifs devant le programme économique du parti, d'autres encore n'apprécient guère le candidat



DANIEL LATOUCHE

local ou ont peur à leur pension. Peut-être vont-ils voter pour le Bloc, mais ce petit pas en avant sera-t-il suffisant pour les amener dans le giron péquiste la prochaine fois?

Bref, quelle eau le chef du Bloc va-t-il amener au moulin de la souveraineté et du PQ?

Bien plus, on pourrait même argumenter que s'ils votent massivement pour le Bloc et procurent ainsi à ce dernier une victoire éclatante, ces hésitants vont contribuer à faire grimper d'un cran les enjeux et la tension lors de la prochaine élection provinciale. Ils auront donc encore davantage raison d'hésiter.

L'homme n'est pas né d'hier

De toute évidence, M. Bouchard est au fait de ce raisonnement. L'homme n'est pas né d'hier. C'est donc qu'il pense autrement et qu'il entretient avec le Québec politique une relation fondée sur autre chose que la simple logique.

Il y a chez lui une démesure du risque et une volonté de pousser le destin qui séduit. Il se peut qu'il ne soit pas sur la même longueur d'onde que l'électorat.

Et puis, il se peut aussi qu'il soit parfaitement synchronisé ou que tout cela n'ait finalement aucune importance.

J'aime le voir à l'oeuvre. La force de la volonté mêlée à un certain pessimisme, une combinaison qui n'est pas sans rappeler René Lévesque, impressionne. A ce titre, le contraste avec les autres leaders est étonnant.

Les Campbell, Chrétien et com-

pagnie sont la personification même du vide total. On sait, on sent qu'il n'y a absolument rien derrière la façade médiatique qu'ils nous présentent.

Pour les journalistes, ce vide est attirant et réconfortant à la fois. Ils n'ont pas besoin de chercher car ils savent qu'ils ne trouveront rien.

Le cas de Lucien Bouchard est tout autre.

Ici, c'est la façade qui masque le fond. On sait, on sent que derrière les mots, il y a un être humain véritable, quelqu'un qui pense et qui est capable de jeter sur lui-même un oeil critique. Le mystère est attirant.

Le calcul stratégique de Parizeau

Et pendant que nous sommes sur le sujet des incompréhensions, j'avoue aussi mon ignorance en ce qui concerne le calcul stratégique de M. Parizeau et de son parti. Pas besoin de faire une longue analyse pour conclure qu'une défaite du Bloc n'arrangera pas les affaires du PQ.

Quant à une victoire massive de M. Bouchard, il est encore plus difficile de comprendre le bénéfice que le chef péquiste pourrait en tirer.

Ce sera par la suite au tour de Jacques Parizeau de livrer la marchandise en réussissant une performance au moins aussi bonne que celle du Bloc.

S'il y arrive et qu'il devient alors le premier ministre du Québec, on s'empressera de faire remarquer que c'est Lucien Bouchard qui lui aura pavé la voie.

La souveraineté aura alors deux chefs, chacun avec son programme et sa planification pour que le Québec accède à un nouveau statut constitutionnel.

Se pourrait-il que M. Parizeau soit attiré par cette dualité et qu'il ait effectivement conclu avoir besoin d'une autre force souverainiste, moins radicale et intransigeante que celle qu'il dirige lui-même? Ce ne serait pas la première fois où le chef péquiste aura donné l'impression de tomber dans un piège stratégique.

Intéressant, mon cher Watson.

À P R O P O S

... de R-D

Au cours de la période de 1985 à 1991, le pourcentage du total de la R-D canadienne effectuée par les entreprises commerciales au Québec a augmenté de 24 % à 29 %.

Pendant la même période, le pourcentage en Ontario a diminué à 55 % après avoir atteint un sommet de 60 % en 1987. Depuis 1988, le Québec a connu une augmentation importante dans sa proportion des dé-

penses intérieures brutes de la recherche et du développement au Canada (DIRD) par rapport au produit intérieur brut (PIB).

Ce même ratio a augmenté de 1,37 % à 1,68 %. Pour la même période en Ontario, le ratio a augmenté de 1,72 % à 1,89 %.

Statistique Canada, août 1993.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration ANDRÉ LECLERC

Directeur de l'information BENOÎT AUBIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, ROCH CÔTÉ

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSFAÇON

2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAISCEQUEDOIS

IDÉES

Vol KE 007: ciel brumeux

Après 10 ans de mensonges et de secrets,
le mystère s'épaissit sur la tragédie
du Boeing de Korean Airlines



À son kiosque de fruits de la Third Avenue à New York, Chowan Chai étend une banderole pour protester contre la destruction, le 1er septembre 1983, du Boeing 747 de Korean Airlines par un avion de chasse de l'ex-URSS.

PHOTO AP

PHILIPPE ROBERT DE MASSY
L'auteur est le frère de l'un des neuf
ressortissants canadiens à avoir trouvé la mort
dans la tragédie du vol KE 007

Madame la première ministre, je suis le frère aîné de François Robert de Massy, l'un des neuf ressortissants canadiens à avoir trouvé la mort lors de la destruction, le 1er septembre 1983, il y a maintenant dix ans, du Boeing 747 en vol KE 007 de Korean Air Lines, au-dessus de la mer du Japon, prétendument abattu par erreur, selon la thèse officielle, par un avion de chasse de l'ex-URSS.

Depuis ce temps, j'ai cherché sans relâche à savoir ce qui s'était passé et j'ai lu à peu près tout ce qui s'est écrit sur le sujet. J'ai également été en contact avec Tom et Margaret Hendrie, de Sault-Sainte-Marie, parents d'une autre victime canadienne, Mary-Jane Hendrie, et avec Carole Moreau, veuve de François Robert, également citoyen canadien et passager sur cet avion. Malheureusement, je n'ai jamais pu obtenir les coordonnées des six autres familles de victimes canadiennes, malgré que j'aie demandé aux services consulaires de me mettre en contact avec elles.

Comme vous le savez, au cours de la dernière année, le dossier du vol KE 007 a connu des développements importants. En effet, l'Association des familles des victimes américaines a reçu du président russe Boris Eltsine une invitation à le rencontrer à Moscou le mercredi 14 octobre 1992. Au cours de cette rencontre, le président russe a remis 12 documents.

Des questions

On aurait pu penser que la remise de ces documents par la Russie apporterait enfin les éléments qui permettraient d'éclaircir le mystère entourant la destruction de KE 007. Or, il n'en a rien été: le mystère, au contraire, s'est épaissi.

Le 14 octobre 1992 également, le secrétaire de presse du président Eltsine, V. Kostikov, en conférence de presse, lorsque des journalistes lui ont demandé pourquoi le gouvernement russe ne remettait pas les enregistrements eux-mêmes et les boîtes noires, a répondu: «The president considers that it would be useful to collect together all the documents existing in other countries, including the United States and South Korea into one bundle, and then it would be possible to attach the "black boxes" to it as material evidence.»

A quels documents alors entre les mains de ces deux États le président russe faisait-il allusion? Les Américains et les Coréens cachent-ils quelque chose sur KE 007? Et pourquoi le président russe ne mentionnait-il pas également le gouvernement du Japon, qui détenait tous les enregistrements de ses stations radar et les données de son Agence de sécurité maritime, qui a surveillé les travaux de recherche des Russes et des Américains?

Après avoir fait une affirmation aussi catégorique pour expliquer qu'il ne remet pas les enregistrements eux-mêmes, le président Eltsine, quelques semaines plus tard, en visite à Séoul, fit un véritable coup de théâtre. Sans préavis, il a remis ce qu'il a dit être les deux «boîtes noires» au président Roh Tae Woo. La

République de Corée a annoncé par la suite, indignée, qu'une des boîtes était vide, et que l'enregistrement de l'autre était illisible. Tout en admettant les allégations de la République de Corée, le gouvernement russe a par la suite déclaré qu'il ne remettrait les enregistrements qu'à un organisme d'enquête impartial. C'est ainsi que, quelques jours plus tard, lors d'une réunion à quatre à Moscou, le Japon, les États-Unis et la République de Corée ont convaincu une Russie récalcitrante de remettre les originaux des enregistrements à l'OACI, et de demander tous les quatre à cet organisme de rouvrir son enquête de 1983, ce qui a été fait le 18 décembre 1992.

Toutes les données que nous avons alors en mains nous permettaient de croire qu'il y avait eu, au cours des neuf années alors écoulées depuis cet incident, un immense *cover-up* sur cette affaire de la part de l'ensemble de la communauté internationale, y compris le Canada. L'inraisemblable saga des boîtes noires nous paraissait confirmer cette certitude et nous amenait à exhorter le gouvernement du Canada, agissant au nom des neuf familles canadiennes victimes de cet incident, d'être d'une extrême prudence dans cette affaire.

Je veux dire toute la satisfaction que les représentants des trois familles canadiennes présents ont éprouvée lors de la séance du Conseil de l'OACI le 18 décembre 1992. L'accueil chaleureux que nous a réservé M. Gilles Duguay a été exceptionnel, et nous nous sommes sentis alors appuyés par le Canada. M. Duguay, au cours de la séance de l'Assemblée générale, avait clairement insisté sur la nécessité que toute la lumière soit faite sur l'affaire — je croyais alors qu'il parlait au nom du Canada.

Il nous paraissait à l'époque que l'OACI était la seule instance internationale qui pouvait faire enquête sur cette affaire et lever le voile sur le mystère qui demeurait entier. Nous étions soucieux cependant qu'elle évite de faire preuve de la complaisance, de la naïveté et du manque total d'attitude critique et indépendante qu'elle avait manifestés lors de sa première enquête en 1983.

Or, l'équipe de l'OACI, au cours de sa deuxième enquête, de janvier à mai 1993, s'est bornée à examiner les documents qui lui ont été remis par la Russie, les États-Unis et le Japon ou pour certains d'entre eux qu'elle avait peut-être déjà en mains.

Dans un rapport remis le 7 juin 1993 et rendu public quelques jours plus tard, l'équipe d'experts confirme à toutes fins pratiques les conclusions du rapport de 1983, à quelques détails près: pour une raison qu'on ignore, KE 007 aurait navigué sur pilotage automatique, apparemment sans que son équipage s'en aperçoive, l'amenant, après avoir survolé indéniablement l'espace aérien soviétique au-dessus de la péninsule du Kamtchatka, à pénétrer dans l'espace aérien de Sakhaline, où il aurait été abattu par des chasseurs soviétiques à 18 h 35, heure universelle, le 1er septembre 1983.

L'équipe de l'OACI a donc encore une fois reçu et analysé seulement les documents que les parties ont bien voulu lui remettre. Où sont donc ces documents secrets dont parlait le président Eltsine en octobre 1992, sans lesquels

celui-ci prétendait qu'on ne pouvait comprendre cette tragédie? Une lecture et une analyse attentives du rapport de l'OACI permet de constater, entre ses divers éléments, des contradictions, omissions ou incohérences majeures, à commencer par le fait que l'équipe d'enquête n'a pas pu déterminer de façon certaine l'authenticité des bandes d'enregistrement provenant soi-disant de KE 007. Le rapport omet de mentionner des incohérences majeures entre le matériel remis par les Russes à l'OACI et celui remis par le président Eltsine aux familles américaines le 14 octobre 1992, auquel l'équipe d'enquête avait pourtant accès.

S'il n'y avait eu qu'une ou deux erreurs dans ce deuxième rapport de l'OACI, on pourrait peut-être laisser passer, encore que certaines des erreurs sont si grosses qu'elles pourraient à elles seules discréditer l'ensemble du rapport. Pourquoi personne ne dit rien, pas un seul État, même pas le mien, qui est censé représenter mes intérêts et les intérêts de tous ses citoyens auprès de la communauté internationale?

Comment se fait-il qu'on n'ait jamais retrouvé de corps? Où est l'épave de l'avion? Si on a retrouvé les «boîtes noires», il a nécessairement fallu retrouver l'épave qui les contenait!

Pourquoi le gouvernement américain a-t-il classé secrets plus de 1000 documents impliquant un avion civil coréen? Comment la perte d'un avion civil étranger pouvait-elle devenir un sujet de sécurité nationale américaine? Et pourquoi l'Agence de la sécurité du transport (NTSB) américaine a-t-elle été empêchée par le State Department de continuer l'enquête qu'elle avait pourtant ouverte sur l'incident? Pourquoi le gouvernement américain n'a-t-il jamais révélé ce qu'il savait sur la trajectoire de l'avion?

Comment pouvait-il savoir ce que faisaient les avions de chasse soviétiques, où ils étaient, ce qu'ils disaient dans leurs échanges radio avec leurs bases, et ne pas savoir qu'il était KE 007, qu'ils pourchassaient? Pourquoi KE 007 n'a-t-il jamais été prévenu?

Pourquoi les gouvernements japonais et coréen se taisent-ils? Qu'ont-ils à cacher? Pourquoi le Japon, dont les installations radar surveillaient en temps réel l'espace aérien soviétique au nord d'Hokkaido et au-dessus de l'île de Sakhaline, ne révèle-t-il pas ce qui s'est véritablement passé dans le ciel de Sakhaline cette nuit-là? Pourquoi ne dévoile-t-il pas ce qu'il connaît des recherches effectuées pendant trois mois dans la mer du Japon par les Soviétiques et les Américains, alors que son Agence de sécurité maritime (JMSA) surveillait toutes les opérations?

Toutes ces questions, et bien d'autres, toujours demeurées sans réponse, continuent de tourner dans nos têtes. Et, avec ces questions, l'impression que les 269 occupants de KE 007 ont été en quelque sorte sacrifiés. Qu'ils et elles ont été utilisés. Les familles des victimes de cette tragédie ont le droit, après 10 ans de mensonges et de secret, d'avoir accès à l'ensemble des faits.

L'opinion publique canadienne a également le droit de savoir que le gouvernement du Canada prend à cœur les intérêts de ses ressortissants et qu'il les défend vigoureusement auprès de la communauté internationale.

Chili 1973: le coup

En ce 20e anniversaire, l'histoire peut
replacer les événements dans une voie de
développement «là où se termine la terre»

JOSÉ DEL POZO

Professeur
Département d'histoire, UQAM

Tout aura été dit sur le Chili de ces deux dernières décennies: l'élection démocratique d'un président marxiste, le coup, la dictature, la répression et la «transition vers la démocratie» actuelle. Dans ce vingtième anniversaire, la vision historique qui suit cherche à replacer ces événements dans une perspective plus large, celle de la recherche d'une voie de développement. Cette approche permettra, espérons-le, de donner un autre sens aux bouleversements que ce pays de l'Amérique du Sud a connus depuis 1970.

D'abord, pourquoi Allende avait-il gagné en 1970? Si le Chili était l'un des pays les plus policés de l'Amérique latine en ce qui a trait à son comportement politique, il n'échappait pas aux problèmes économiques et sociaux chroniques de la région: sous-emploi, présence envahissante du capital étranger, endettement extérieur massif, paysans sans terre. Comme dans la plupart des pays latino-américains, surtout depuis la crise de 1930, l'électorat avait perdu confiance en l'option de développement défendue par les partis qui prônaient les vertus de la libre entreprise. En Argentine, Perón était arrivé au pouvoir (en 1946) en offrant la justice sociale et en affirmant qu'il allait «se battre contre le capital». Au Mexique, la révolution de 1910 avait développé un discours basé sur des principes semblables, auxquels s'ajoutait un nationalisme exacerbé.

Dans cette foulée, depuis 1932, à une seule occasion les Chiliens avaient élu un président identifié à la classe des entrepreneurs (Jorge Alessandri, en 1958).

Pendant plus de trois décennies, la majorité des électeurs avaient opté pour les partis qui accordaient une place assez importante à l'État en matière d'orientation de l'économie et comme agent de transformation sociale.

La création des barrages hydro-électriques pendant les années 1940, pas décisif pour l'industrialisation du pays et l'éducation universitaire presque gratuite à l'Université du Chili, constituaient deux bons exemples des réalisations gouvernementales.

Cette tendance avait été renforcée par la victoire de la démocratie chrétienne en 1964: même si la gauche présentait ce parti comme le valet de la droite, la mise en place de la réforme agraire pendant les années 1964-1970 par le gouvernement Frei fut un facteur qui contribua à la victoire d'Allende en 1970.

En effet, en plus de faire monter la radicalisation sociale, cette mesure ajouta un autre élément à la critique contre les entrepreneurs, puisque les propriétaires fonciers étaient présentés comme inefficaces et incapables de sortir le Chili du sous-développement. C'est ainsi que Tomic, le candidat démocrate-chrétien en 1970, déclarait que le capitalisme avait fait son temps au Chili; d'ailleurs, son programme de gouvernement n'était pas très différent de celui d'Allende.

Le projet de développement d'Allende renforçait le rôle de l'État dans l'économie tout en laissant une certaine place à l'entreprise privée. Cette dernière devait bénéficier, surtout pendant l'année 1971, de la hausse du pouvoir d'achat des consommateurs, ce qui lui permettait d'augmenter ses profits. Mais la coexistence entre le secteur privé et celui

de l'État s'avéra impossible. Pour le premier, il n'était pas question de faire confiance à un gouvernement qui pouvait continuer à nationaliser sans limites; pour une partie des partisans de l'Unité populaire, inspirés par la révolution cubaine, la question se posait en termes de pouvoir: il fallait en finir avec la classe des possédants, qui avaient exploité les Chiliens pendant des siècles.

Dans ce contexte, aggravé par les pressions externes que l'on connaît, l'économie devenait de plus en plus instable: inflation croissante et marché noir, ce qui devait préparer le terrain au coup de septembre 1973.

Le gouvernement militaire allait privilégier une politique économique qui se voulait certes la réplique à celle d'Allende mais qui en plus constituait un tournant historique contre l'ensemble de l'oeuvre économique et sociale des divers gouvernements depuis les années 1930.

Dénonçant la «maladie» de l'étatisme, Pinochet et ses conseillers civils se lancèrent en une vaste opération de privatisation des entreprises productives et des services, d'ouverture au commerce extérieur et de chambardement des lois du travail, de manière à redonner confiance aux entrepreneurs privés, locaux ou étrangers. Ce processus se faisait aux frais des travailleurs, qui voyaient leur pouvoir d'achat et leur taux de syndicalisation fondre rapidement.

Après la crise de 1982-1985, pendant laquelle le chômage réel atteignit 30 % de la main-d'oeuvre, cette politique porta fruits au niveau macro-économique.

Vers la fin de son règne, Pinochet put offrir à ce qui lui le dénonçaient au Chili et à l'étranger l'image d'un

pays avec des finances équilibrées, des exportations diversifiées et avec un taux de chômage et d'inflation relativement bas.

En même temps avait lieu l'effondrement des pays de l'Est et une bonne partie des dirigeants de la gauche chilienne sortaient d'une phase de réflexion ou de séjour forcé en Europe — avec de nouveaux concepts. Ainsi, même si leurs adversaires devaient gagner l'élection de 1989, les militaires constataient avec plaisir que la politique économique du nouveau gouvernement, celui de M. Aylwin, respectait les principes essentiels de la leur.

C'est ainsi que le Chili semble revenu à la case de départ. Après plusieurs décennies d'expériences étatiques et de heurts entre les politiciens et les entrepreneurs, ces deux acteurs sont d'accord quant aux orientations-clés du développement.

Pour les dirigeants de la gauche qui partagent le pouvoir avec la démocratie-chrétienne, le concept de socialisme a aujourd'hui une autre signification, bien différente de celle de 1970, selon Ricardo Lagos, le plus connu des politiciens de la tendance de gauche; il évoque maintenant une éducation scientifique et technique à la portée de tous (même si le coût des études universitaires est aujourd'hui plus élevé qu'au Québec) afin de permettre aux Chiliens de participer aux fruits de la «modernité».

Si cette tendance se maintient et si elle réussit à ouvrir la voie vers un développement non seulement soutenu mais juste au point de vue social, les événements de 1970-1973 prendraient une autre signification: le gouvernement Allende représenterait la dernière étape dans la «voie chilienne» vers le développement et le coup d'État équivalerait à la réintégration du Chili aux orientations de l'économie du marché, la seule qui règne dans ce bas monde.

Si le Chili était l'un
des pays les plus
policés de
l'Amérique latine
quant à son
comportement
politique,
il n'échappait pas
aux problèmes
économiques
et sociaux.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes : À l'Information générale et métropolitaine : Claude Beauregard, Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Pierre Cayouette, Jean Chartier, Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur, Louis-Guy L. Heureux, Caroline Montpetit, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Diane Précourt, Laurent Soumis, Guy Taillefer, Danny Year, Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); À l'Information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon, Roland-Yves Carignan, Paule des Rivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Odile Tremblay (Lectures); À l'Information économique: Gérard Bérubé (responsable), Robert Dufresne, Jean-Pierre Legault, Serge Truffaut, Claude Turcotte; À l'Information internationale: François Brousseau (éditorialiste et responsable), Antoine Char, Jocelyn Coulon, Claude Lévesque, Sylviane Tramier, Clément Trudel; À l'Information politique: Josée Boileau, Pierre O'Neill, Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec), Chantal Hébert (correspondante parlementaire à Ottawa); Serge Chapleau (cartooniste); À l'Information sportive: Yves d'Avignon, Suzanne Marchand (adjointe à la direction), Denise Babin, Rachel Ducloux (commis), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction), Isabelle Baril (secrétaire à la direction). LA DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Scott, Sylvie Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA DIRECTION ARTISTIQUE Lucie Lacava. LA PUBLICITÉ Lucie Pinsonneault (directrice), Jacqueline Avril, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Francine Gingras, Johanne Guibeau, Lucie Lacroix, Christiane Legault, (publicitaires); Micheline Turgeon (maquettiste); Michèle Bouchard (secrétaire); Ghislaine Lafleur (receptionniste). L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables); Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Marie-France Légaré, Raymond Matte, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Linda Theriault (adjointe à l'administration). LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Christiane Benjamine (directrice), Monique Corbell (adjointe), Nathalie Thabet (responsable du marché institutionnel), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Olivier Zaida, Rachelle Leclerc-Venne, Jean-Marc Ste-Marie (superviseur aux promotions des abonnements), Louise Paquette. LA PRODUCTION Robert McDougall (directeur des systèmes informatiques et de la production), Johanne Brunet, Danielle Cantara, Sylvain Darcy, Richard DesCorrnières, Caroline Des Rosiers, Lynda Di Cesare, Marie-Josée Hudon, Michael Schneider, Marie-France Turgeon, Christiane Vaillant. LES ANNONCES CLASSÉES ET LES AVIS PUBLICS Yves Williams (superviseur), Manon Blanchette, Dominique Charbonnier, Marilène Côté, Josée Lapointe, Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Ruelland. CONSEIL DU DEVOIR INC. Pierre Bourgie (président), FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président et directeur général), Raymond Guay (responsable du financement privé).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Cronenberg: un difficile lendemain de veille...

ODILE TREMBLAY

ENVOYÉE SPÉCIALE DU DEVOIR

Toronto — Avant-hier, c'était la journée Cronenberg, et Toronto avait déroulé le tapis rouge au cinéaste dont le film *M. Butterfly* inaugurait le Festival of Festivals. Hier, eh bien, la journée de gloire était terminée, et le héros tombe de son socle. Parce qu'en règle générale, les gens n'ont pas tellement aimé son film. Je suis une des rares à qui il a plu, sans doute à cause du fait que je m'intéresse davantage aux atmosphères de Cronenberg, à ses paysages intérieurs toujours déconnectés du réel qu'à ses histoires, rarement crédibles (et puis après...)

Mais certains jugeaient boiteuse la relation du diplomate joué par Jeremy Irons avec le travesti dont il était amoureux. Bref, il y avait de la grogne dans l'air. Rappelons que le film est basé sur une pièce de Broadway, elle-même adaptée d'un fait vécu. Un Français épris d'une belle cantatrice chinoise avait partagé sa vie durant vingt ans sans s'apercevoir qu'il avait affaire à un travesti, la réalité dépassant, comme on le sait, souvent la fiction.

Je suis allée hier à la conférence de presse où Cronenberg, encadré de toute sa troupe, Jeremy Irons en tête, attendait de pied ferme les journalistes et leurs questions. La rencontre fut polie, mais froide. On est ici entre gens de bonne compagnie, et pas trop latins.

Réalité historique pas respectée? (le cinéaste lève un sourcil). «So what? Et pourquoi devrais-je m'intéresser à la réalité?» «L'intrigue est anecdotique, le décor aussi, tout est distorsionné dans l'univers Cronenberg», ré-

plique Jeremy Irons en volant à son secours. À l'acteur, le scénario a plu, à cause justement de son invraisemblance. L'intrigue le fascinait, le poussait hors de ses propres limites. Irons racontait que John Lone, l'acteur asiatique qui lui donnait la réplique, l'avait convaincu psychologiquement de sa féminité au cours du tournage (il le voyait toujours en habits de femme, et ne le fréquentait pas hors du plateau, ce qui renforçait l'illusion). «Mon personnage était tombé en amour, plus qu'avec une femme et son pays, avec une certaine vision de la Chine, que ses rapports amoureux inassouvis baignaient de mystère.» Evidemment, le film de Cronenberg arrive après une série d'œuvres ayant abordé le même thème de l'homme-femme en liaison avec un hétéro, *The Crying Game* en premier lieu, mais aussi *Adieu ma concubine*, de Chen Kaige. «Hasard, répond Cronenberg. Mon film était déjà en chantier à la sortie des deux autres. Parfois on capte tous des courants qui circulent dans l'air.»

On questionna aussi David Cronenberg sur ses orientations cinématographiques. *M. Butterfly* est une œuvre de sa signature, soit, (ces décors oniriques n'appartiennent qu'à lui), mais plus sage que les autres, moins sanglante, moins pétrie d'effets spéciaux.

Cronenberg, le créateur des monstres rampants toute catégorie réalise ici un film presque conventionnel. L'âge, peut-être? Il a 50 ans. «J'ignore où je vais, je n'ai aucun plan de carrière, retorque le réalisateur, je ne fais

que suivre les pulsions qui se présentent en moi.» Fin de la discussion.

Un festival sans la course aux prix

Au Festival of Festivals de Toronto, il n'y a pas de concours du meilleur et du plus gros, ce qui change complètement la dynamique de l'événement. À Cannes, à Montréal aussi, on compare, on suppute. Pas ici. L'absence de compétition élimine les projections obligatoires (à part les gros morceaux incontournables, comme ce soir le dernier Arcand). Chacun, programme et horaire en main, crée son propre festival, qui ne ressemble pas à celui du voisin. Le mien m'a entraîné aujourd'hui au visionnement de *Flight of the innocent*, premier long métrage de l'Italien Carlo Carlei, une histoire de plus sur le règne de la Mafia, avec beaucoup de facilité dans la forme, mais une façon intéressante de rendre à l'écran le sentiment de terreur éprouvé par un enfant. Puis j'ai fait un crochet par l'Amérique vue par un de ses enfants d'origine chinoise. Ça s'appelait *Combination Platter*, premier film là aussi, signé Tony Chan. Et malgré des mal-adresses techniques, des images assez faibles (et d'ailleurs tronquées par l'écran), et un budget de trois sous, cette vie de misère des immigrants illégaux résonnait ici avec un réalisme choc vraiment troublant.

Pas de volet compétition, donc ici. Mais pourquoi? «Pour créer une célébration plutôt qu'une course, m'explique dans son bon français la directrice du festival

Helga Stephenson. Elle tient la barre depuis sept ans, toujours disponible pour rencontrer les journalistes, vraiment chaleureuse. «Je viens du milieu des communications, d'où ma sympathie pour le travail de la presse.»

«Ici, nous ne sommes pas prisonnier des règles, seulement intéressés à déguster des films de qualité (il y en a près de 300 cette année). Le Festival of Festivals, plutôt que le reflet d'une seule tête, constitue une œuvre collective. Ils sont huit programmeurs courant le monde à la longueur d'année pour trouver les films qui seront présentés au festival. Et chacun d'entre eux bénéficie d'une complète autonomie. Leurs choix sont très personnels. Certains cinéphiles ne vont voir que les films d'un programmeur en particulier dont ils partagent les goûts.»

«Toronto est un marché en or pour le cinéma, estime-t-elle. D'abord, parce qu'il constitue une vraie porte d'entrée pour les États-Unis qui s'articule sur trois pôles: New York, Los Angeles et Toronto. Et comme le public de Toronto est réputé avoir du flair pour identifier les films qui vont marcher fort, souvent les distributeurs viennent tester leurs produits ici.»

Une guerre, celle des festivals entre eux? Helga répond oui et non. «Tout est dans le créneau que vous occupez. Mais évidemment, on se bat pour les premiers. Il y a Venise et Montréal, presque en même temps que nous, et New York, tout de suite après, ça joue du coude. Le but, c'est d'élargir son marché. Nous on va chercher de plus en plus de films européens, canadiens. On ne veut pas devenir une simple porte sur l'Amérique.»

PAIX

L'OLP en sortira grand

SUITE DE LA PAGE 1

des concessions.» Mais les radicaux présents de chaque côté, tant chez les Israéliens que chez les Arabes, peuvent tuer cette entente. «Je prie Dieu pour que la paix arrive.»

Du côté «officiel», on est relativement satisfait de l'accord. «C'est une percée historique, dit Thomas Hecht, président du Comité Canada-Israël, aussi importante que l'a été le voyage du président Sadate à Jérusalem, en 1979.»

Edmond Omrane, président du Centre d'aide médicale pour la Palestine, abonde dans le même sens: «C'est un pas dans la bonne direction. En tant que Palestinien, on l'espérait depuis longtemps et on a fait de grands sacrifices pour en arriver là.»

Le porte-parole palestinien croit que la majorité de son peuple appuie l'entente. «Quand les gens de Gaza verront les soldats israéliens quitter les lieux, qu'ils commenceront à vivre normalement, ils ne pourront pas faire autrement que de croire à cet accord.» L'OLP en sortira grand selon lui.

Ce n'est pas l'avis de Adnane Daoudi, Marocain militant à la Coalition pour la paix et la liberté en Palestine, qui fait partie du «camp du refus», ceux qui ne peuvent cautionner pareil accord. L'OLP et son chef Yasser Arafat, en pleine crise politique et financière, étaient trop faibles pour négocier. «Cet accord est en deça des revendications minimales des Palestiniens. C'est un recul par rapport à Camp David.»

Gaza deviendra un gros bastion, prédit-il. «Les Palestiniens veulent un Etat, et ils n'ont même pas réussi à obtenir de pouvoirs législatifs, tout au plus des pouvoirs administratifs. Je suis très sceptique.»

Le scepticisme était aussi de mise à l'autre extrême, chez Julien Bauer, professeur de sciences politiques à l'UQAM. «J'aimerais bien que ça marche, mais j'ai peur que ça ne marche pas.» Le gouvernement israélien a, selon lui, cédé sur tout, les négociations se sont transformées en

free-for-all et le pays est divisé comme jamais. «Rabin veut se débarrasser des territoires et c'est ce qu'il fait. Je suis certain qu'il fera aussi des concessions sur le statut de Jérusalem.»

Le principal problème, selon lui, est le manque total de crédibilité de Yasser Arafat, «symbole des attentats terroristes». «Depuis 20 ans, il a signé n'importe quel accord avec n'importe qui et il les a rarement respectés. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui?»

La force montante, c'est Hamas, dit-il, le mouvement islamiste. «C'est avec eux que l'on devait négocier.» Mais comment négocier avec ceux qui jurent votre mort? demande Thomas Hecht, qui croit au contraire qu'il fallait écarter d'emblée les islamistes. «Mais ce sera à l'OLP de prouver qu'elle peut faire respecter la loi à Gaza, ajoute-t-il, et à la sens des responsabilités.»

Gaza la surpeuplée, mince bande de territoire habitée par trois quarts de million d'habitants, était au centre de toutes les conversations hier.

Le groupe Hamas, opposé à la paix et bénéficiant d'une grande popularité, pourrait engager une lutte ouverte contre les autorités de l'OLP, plongeant l'endroit dans une guerre civile. «Ce sera un nouveau Beyrouth, dit Antoine, un Libanais. Ils ont obtenu un territoire contre un bain de sang», dit-il, ajoutant qu'il connaît le prix à payer en souffrances de toute sorte.

À côté de lui, un compatriote se dit tout simplement «content que la guerre civile se déplace vers Gaza». C'est une poudrière, ajoute-t-il, que personne ne pourra contrôler.

«Gaza deviendra une Bosnie joyeuse, prédit aussi Julien Bauer. Tout mouvement qui obtient son indépendance tente de purger ses éléments extrémistes. Comme en Algérie. Et Gaza a tous les ingrédients pour en venir à la guerre civile.»

Les militants d'Hamas tenteront de s'opposer à l'entente, souligne Edmond Omrane, mais cela n'ira pas à la guerre civile. «La majorité des Palestiniens ont simplement envie de travailler, d'investir, d'étudier, de vivre normalement, quoi. Pas de se plonger dans une guerre sanglante.»

Gaza sera un test, un «essai clinique», comme dit Hecht, qui sera peut-être fatal à l'OLP, et fatal à la paix tout court. Car l'autonomie de Gaza, comme celle de Jéricho, restera sans lendemain si tout le processus de paix se transforme en marée de sang.

«Quoi qu'il arrive, dit Bahgat Korany, directeur du département d'études arabes à l'Université de Montréal, on ne peut pas dire que le conflit israélo-arabe est terminé. Il entre simplement dans une nouvelle phase.»

HYDRO Le Québec fournit 800 MW

SUITE DE LA PAGE 1

oyait une diminution de la demande de 8,2 TWh et de 410 millions\$ au chapitre des revenus. D'autre part, Québec annonçait cette semaine un plan de soutien de la demande dans le secteur industriel, qui coûtera 66 millions\$ mais évitera le débranchement d'au moins 600 MW.

De plus, un rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) relatif au harnachement des eaux de la Sainte-Marguerite, sur la Côte-Nord, émettait des doutes sur la validité des prévisions à la hausse des ventes et exportations d'Hydro-Québec, contenues dans son Plan de développement. Québec a approuvé ce plan cette semaine, sans la validation suggérée.

Selon le rapport du NEPOOL, l'Etat de New York bénéficie présentement de surplus d'électricité totalisant 34,36% de sa capacité globale, évaluée à 35 175 MW. Le surplus augmentera légèrement à 36,96% en 1994 pour grimper brusquement à 41,37% en 1995. Il demeurera sensiblement à ce niveau pendant trois ans, puis redescendra quelque peu, entre 1998 et 2002. Le surplus oscillera alors entre 38,9% et 36,84%.

L'Etat de New York prévoit que ses réserves de puissance électrique seront ramenées au niveau légal de 20% seulement en 2010. C'est pour minimiser les perturbations sur son réseau que cet Etat s'oblige à maintenir une réserve de puissance de 20%, ce qui évite de «tirer» trop fort, si l'on peut dire, sur les équipements de production en place.

Il faut soustraire cette réserve légale des surplus ac-

tuels pour obtenir la réserve «nette», soit le surplus de capacité que les consommateurs de cet Etat «paient inutilement parce que cette puissance, installée, ne génère pas les revenus prévus», explique Ashok Gupta, du National Resource Defence Council (NRDC).

Cet organisme entend demander la semaine prochaine au gouverneur de l'Etat, M. Mario Cuomo, de forcer la société Edison à ne pas renouveler son contrat de 800 MW avec Hydro-Québec, lequel doit entrer en vigueur en 1999.

Hydro-Québec fournit actuellement 800 MW à cette compagnie, qui doit décider avant l'automne 1994 si elle le renouvellera.

Les surplus d'électricité dans l'Etat de New York sont attribuables, selon M. Gupta, à deux facteurs: la production indépendante, que les compagnies de distribution d'électricité sont obligées d'acheter, et le succès des politiques de gestion de la demande, qui génèrent beaucoup plus de «négawatts» (des mégawatts... économisés) que prévu.

Le «boom» de la production indépendante dans cet Etat, principalement basé sur l'utilisation du gaz naturel, est le résultat des coûts peu élevés de ce combustible et d'une législation, en révision, qui forçait les services publics à acheter tout ce qui leur était offert en bas du prix de leur coût marginal, c'est-à-dire des nouveaux équipements.

C'est ainsi que la société Edison va se retrouver avec un surplus de 1885 MW en 1995, ce qui fera passer ses réserves actuelles du taux légal de 20% à plus de 41%. Le rapport new-yorkais indique que Edison ne prévoit pas mettre en chantier un seul équipement de produc-

tion d'ici 20 ans! Quant aux mises en chantier prévisibles à l'échelle de l'Etat lui-même, elles vont se limiter à des projets de 35 à 40 MW d'ici l'an 2004. Un très gros projet — 780 MW — entrera en chantier en 2005, que LE DEVOIR n'a pu identifier.

Quant aux achats à l'extérieur de cet Etat, le rapport prévoit qu'ils vont être ramenés de 1100 MW, le niveau actuel et prévisible d'ici 1997, pour ensuite se situer exactement à 854 MW, ce qui donne à penser, en raison de la similitude des chiffres, qu'il s'agit du contrat avec Edison.

Selon le porte-parole du NRDC, si Edison ne renouvellerait pas son contrat de 800 MW avec Hydro-Québec, le surplus de l'Etat de New York demeurerait quand même important. Il évalue à 2% la diminution du surplus qui résulterait de son annulation.

Rejoint hier au téléphone, un porte-parole d'Hydro-Québec, M. Guy Versailles, a admis qu'il y avait des surplus dans cet Etat mais qu'il ignorait qu'ils atteindraient cette ampleur, n'ayant pas été informé du rapport en question.

M. Versailles ajoute qu'il serait «personnellement surpris» que cette situation de surplus s'étende à toute la Nouvelle-Angleterre, le principal débouché extérieur pour l'hydro-électricité d'ici. Il est d'autant plus surpris, dit-il, qu'il a lu récemment dans des documents du gouvernement des États-Unis des prévisions à la hausse pour la demande... new-yorkaise.

Le rapport du NEPOOL prévoit que la puissance disponible dans cet Etat américain passera de 35 175 MW en 1993 à 38 099, en l'an 2000, pour se situer à 37 358, en 2005, et à 35 985, en 2012.

REMÈDES Un contraste saisissant

SUITE DE LA PAGE 1

dien redevienne au moins à moitié plein tandis que Kim Campbell a entrepris de leur faire comprendre qu'il restera au moins à moitié vide.

Depuis le lancement de la campagne électorale mercredi dernier, le contraste saisissant entre les approches adoptées par les libéraux et les conservateurs a fourni l'élément le plus frappant du début de la campagne.

Dans un contexte économique identique, les Campbell et Chrétien y vont de prescriptions diamétralement opposées.

Ainsi, quand Kim Campbell dit que les chômeurs continueront à se compter par millions jusqu'au tournant du siècle, il ne s'agit pas d'une gaffe mais bien d'un geste délibéré, destiné à inspirer confiance aux Canadiens qui insistent pour qu'on leur dise la vérité, affirment ses stratèges.

Et quand Jean Chrétien dit qu'il entend remettre le Canada au travail, il ne fait pas de promesses en l'air, mais s'inspire d'un plan réfléchi destiné à montrer qu'il y a un moyen de faire mieux que les conservateurs sans faire des dépenses extravagantes, affirment pour leur part les stratèges libéraux.

À la fin de cette semaine, les deux équipes ne jureraient toujours publiquement que par leur propre recette. Privé cependant, des conservateurs commencent à faire la grimace devant les effets du remède de cheval qu'administre actuellement Kim Campbell aux électeurs, tandis que des libéraux attendent avec appréhension de voir si leur programme, lorsqu'il sera rendu public la se-

maine prochaine, passe la rampe du réalisme économique et politique.

Mais en attendant ce test, qui aura lieu lors du dévoilement en bloc de la plate-forme libérale mercredi, les conservateurs sont ceux qui ont fini le premier tour de piste de la campagne sur la sellette.

En attendant, Mme Campbell assaisonne son lancement de campagne d'un aveu d'impuissance, tout au moins à court terme, sur le front du chômage, et plusieurs ont même d'abord conclu à la gaffe.

En quelques phrases, elle venait en effet de fournir à son adversaire libéral une monture toute fraîche pour la première chevauchée de la campagne. «Kim Campbell vous promet des emplois pour l'an 2000, nous voulons mettre le Canada au travail tout de suite», a passé la semaine à clamer Jean Chrétien alors que tous les sondages indiquent que l'emploi est la préoccupation principale des électeurs.

Cela n'a pas empêché Kim Campbell de récidiver. D'une étape à l'autre de sa tournée, elle n'a pas cédé un pouce de terrain sur son diagnostic économique. L'emploi au Canada passe par l'élimination du déficit, maintenant-elle, et l'opération sera de longue haleine.

Selon certains conservateurs, Mme Campbell établit ainsi l'image d'un chef déterminé. «Quand un leader fait preuve de leadership, les gens l'appuient même s'ils ne sont pas nécessairement d'accord avec toutes ses politiques», a indiqué dans une entrevue cette semaine Hugh Segal, un ancien chef de cabinet de Brian Mulroney et un intime des stratégies conservatrices.

CHOC «Les enfants, nous les croyons, nous les soutenons»

SUITE DE LA PAGE 1

partement inuit de la protection de la jeunesse et des services de santé locaux.

Tout l'été, les deux travailleuses communautaires ont œuvré quotidiennement à interviewer les enfants, et elles ont reçu l'aide de la Maison des jeunes, de l'école, de plusieurs consultants extérieurs, de travailleurs sociaux du Sud qui ont l'expérience de ce genre de situation, de spécialistes qui sont venus évaluer les cas les plus traumatisants, de la Sureté du Québec qui a délégué volontairement un membre de son personnel pour aider le comité de coordination.

«Au début, quand il a fallu informer les parents de ce qui se passait, explique Harry Tulugak, la situation était tellement émotive que nous avons demandé l'aide du maire et du conseil municipal pour aider les intervenants, quand ça devenait vraiment trop dur.»

Pendant tout l'été, le comité de coordination a ensui-

te multiplié les rencontres, recueillant les témoignages, organisant des groupes de thérapies pour les familles.

Mais il a fallu aussi envoyer un message à toute la communauté: «Les enfants, nous les croyons, nous les soutenons, nous allons les aider, et plus jamais une telle chose ne doit se reproduire, ajoute M. Tulugak. Nous savons que le problème a toujours été là, comme dans n'importe quelle société ailleurs dans le monde. Mais c'est la première fois qu'il est rendu public. Nous brisons le mur du silence.»

Il a fallu que les citoyens de la communauté acceptent graduellement cette réalité, «une réalité effrayante, laide, affreuse, douloureuse, mais qui existe.»

Et pour mieux briser le secret, la communauté a organisé, le 12 juillet dernier, une grande parade dans le

village, «pour sortir de la crise et empêcher qu'elle ruine nos vies», ajoute-t-il.

Les enfants du village ont d'abord fait une courte prière, puis ils ont marché dans les rues accompagnés de musique, en criant «Plus jamais d'abus sexuels, il faut que ça cesse!»

On imagine facilement la charge émotive d'un tel événement. Arrivés à l'école du village, les enfants ont trempé leurs mains dans de la peinture à l'eau et ils les ont placées sur des panneaux.

Des photos ont été prises de l'événement. Elles servent maintenant à la fabrication d'une affiche, réalisée par Pierre Crépe à Montréal, avec l'aide de Gerald McKenzie et de Johnny Utangak, de la commission scolaire locale.

L'affiche sera diffusée dans tout le village, dans le Nunavik, et elle sera offerte à toutes les communautés qui le désirent, en français, en anglais et en inuktitut.

On peut y voir les enfants de Povungnituk, qui brandissent les mains en un symbole clair: ce drame doit cesser.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS:
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333
ADMINISTRATION (514) 985-3333

AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

• Extérieur (sans frais) •
1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI
À DE 7H30 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE,
MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour
le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.
Montréal (514) 985-3355